L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

À LA UNE
BÂTIMENT,
85 PROPOSITIONS
AUX PARLEMENTAIRES

ENTREPRISES
AVEC HAPPYVORE,
LA VIANDE VÉGÉTALE
PREND RACINE
DANS LE LOIRET

TERRITOIRES
CO'MET
MIS SUR ORBITE

DOSSIER

CULTURE PRIVÉE, LA PASSION POUR MOTEUR

Gratuit #26
Septembre octobre 2022 édition du Loiret

www.lepicentre.online

© freepik

mangeons LOIRET

DONNONS DU SENS À NOTRE ALIMENTATION

Retrouvez **le producteur local le plus près de chez vous** pour réaliser toutes vos recettes sur

mangeonslocal.loiret.fr

Téléchargez l'appli

Mangeons Loiret

Loiret votre Département

WWW.LOIRET.FR

ÉDITO

Septembre octobre 2022
ÉDITION DU LOIRET
Gratuit
#26
www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Chateaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION
Imprimerie Baugé, Descartes

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

PEFC 10-31-1080

Ça y est, c'est la rentrée !

Après un été sans fin, sec et chaud bien plus que de raison, on se met à rêver de pouvoir se prendre pour Gene Kelly en esquissant quelques pas sous la pluie. Moins triviaux, les agriculteurs scrutent eux aussi le ciel avec inquiétude. La pression climatique est forte et vient s'ajouter aux difficultés conjoncturelles qu'ils rencontrent, à l'instar de tout chef d'entreprise: augmentation du coût des matières premières et pénurie de main d'œuvre.

Pénurie rencontrée dans tous les secteurs, ou presque : la restauration, la construction, le service à la personne, le commerce, et même l'Éducation Nationale! Situation inédite, près de 4 000 professeurs manqueraient à l'appel en cette rentrée.

Alors en attendant le retour des vocations, les parents et leurs chères têtes blondes seraient-ils tentés par l'école buissonnière? En Centre-Val de Loire, l'attrait est grand tant le patrimoine naturel et culturel est riche. Et puis septembre est aussi synonyme de Journées du Patrimoine et de rentrée culturelle justement. Anciennement ministre, Françoise Nyssen disait d'ailleurs *«L'accès aux arts et à la culture n'est le privilège d'aucun âge : c'est un droit fondamental pour tous, dès la petite enfance ».*

Elle s'appuyait sur quelques études scientifiques et surtout sur les nombreuses initiatives, privées ou publiques, mises en œuvre sur le terrain qui montraient que la *« sensibilisation aux pratiques culturelles et artistiques favorise, dès le plus jeune âge et avant même l'entrée à l'école, la curiosité, la construction et l'épanouissement de l'enfant. »*

© wirestock Freepik

Notre dossier du mois zoome donc sur ces initiatives locales, ces propriétaires de châteaux, ces directeurs artistiques, ces libraires qui ont la passion pour moteur.

Comme quoi le *« tableau »* de la rentrée 2022 n'est peut-être pas si noir. Après tout, la musique adoucit les mœurs, non ?

Bonne lecture à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

6 EN BREF
LANCEMENT DE
LA FINANCE VERTE
DU CENTRE-VAL DE LOIRE

7 À LA UNE
FFB45 : BÂTIMENT,
85 PROPOSITIONS
AUX PARLEMENTAIRES

8 ACTUALITÉS
ENTREPRISES
COLLECTIVITÉS & TERRITOIRES
AGRICULTURE

20 LE MAG
L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE VALÉRIE DENEUFBOURG
EMPLOI FORMATION
MANAGEMENT Les nouveaux indicateurs de performance des entreprises
EN PRATIQUE Mon métier ? Chasseur de tête
TRANSITIONS Changer les pratiques des entreprises pour lutter contre la pollution lumineuse

34 LE DOSSIER
CULTURE PRIVÉE,
LA PASSION POUR MOTEUR

40 ART DE VIVRE
PATRIMOINE
SPECTACLES
SORTIES
ÉVÉNEMENT

45 CONSOMMATION
LE VRAC S'IMPLANTE (AUSSI)
DANS LES PETITES VILLES

46 CONJONCTURE
CULTURE ET LOISIRS
EN CENTRE-VAL DE LOIRE

© Freepik

Investisseur-citoyen
votre place est ici

Place Quatorze

Donnez du sens à votre épargne,
soutenez des entreprises à impact écologique !

©useful-conseil.fr - Crédit photo : iStock

Prenez votre place
Participez à notre évènement de lancement
le **29 septembre**
à **18h30**
à **Orléans**

L'investissement responsable au service de la transition écologique. Place Quatorze, grâce au financement participatif, vous propose de financer des entreprises de la région et leurs projets à impact positif, utiles à la transition écologique.

Centre-Val de Loire

*Au centre de vos investissements

placequatorze.com

Lancement de la Finance verte du Centre-Val de Loire

Le monde d'après, il va falloir commencer à le créer. Et peut-être en changeant des habitudes comme placer son épargne dans des projets locaux qui ont du sens. La soirée « Investissement Citoyen du Centre-Val de Loire », le jeudi 29 septembre à Olivet (45) sera l'occasion de découvrir des entreprises régionales sélectionnées pour leur impact écologique..

L'environnement sera à l'honneur lors de ce rendez-vous. Cinq chefs d'entreprises locaux viendront pitcher, le jeudi 29 septembre à Olivet pour présenter leurs projets sur les thématiques comme l'énergie renouvelable, la dépollution, le tri et valorisation des déchets, le recyclage, la mobilité écologique… La rencontre *« en vrai »* des porteurs de projets devrait permettre de mieux comprendre et cerner l'investissement.
On constate une évolution du rapport des Français à leur épargne dû à la prise de conscience des grands enjeux environnementaux et sociétaux. Selon une étude IFOP*, 61% des personnes interrogées déclarent accorder une place importante aux impacts environnementaux dans leurs placements.

Cédric Quatorze, conseiller en investissement financier et participatif.

Place Quatorze
« Aujourd'hui, l'épargnant peut s'engager facilement, par son argent, pour des causes qui lui tiennent à cœur » explique Cédric Quatorze, conseiller en investissement financier et participatif. *« Gagner de l'argent n'est pas un gros mot ! Il est possible de concilier rentabilité financière et impact positif sur son territoire »* spécifie l'entrepreneur. Place Quatorze, l'entreprise de Cédric, a l'ambition d'être l'ambassadeur de la finance verte du Val de Loire et acteur du développement économique du territoire régional.

L'objectif de ce premier événement est de développer l'investissement citoyen local en participant à une levée de fonds collective puis de lancer la première communauté régionale d'investisseurs !

Infos

Rendez-vous *« Investissement Citoyen »*,
29 septembre à 18h30, une soirée gratuite ouverte à tous (particulier et professionnel)
sur inscription **www.placequatorze.com**

1ère édition du forum « Entreprendre en Terres du Val de Loire »

La Communauté de Communes des Terres du Val de Loire (CCTVL) organise, en partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Centre-Val de Loire, la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Loiret et la Mairie de Cléry-Saint-André, la 1ère édition du forum *« Entreprendre en Terres du Val de Loire »* le 27 septembre 2022 de 10h à 19h à l'Espace Loire – rue du stade à Cléry-Saint-André.
S'adressant à toute personne désirant créer, reprendre ou développer une entreprise sur le territoire, ce forum est l'occasion pour les porteurs de projets de rencontrer des professionnels.
En effet, 35 stands répartis en 5 pôles (*« Je me fais accompagner », « Je sécurise mon projet », « Je finance mon projet », « Je recrute dans mon entreprise » et « Je m'implante sur le territoire de la CCTVL »*) accueilleront les partenaires de l'événement, désireux d'aider et de conseiller les entrepreneurs, chefs d'entreprises…
4 conférences seront également au programme afin d'informer et de répondre aux questions des porteurs de projets : *« Devenir entrepreneur, les points clés du succès », « Comment je finance mon projet ? », « Comment je sécurise mon projet ? », « Des tensions du marché à la marque employeur »*.
Le programme de la manifestation est disponible sur le site internet de la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire et sur ses réseaux sociaux (www.ccterresduvaldeloire.fr).

Bâtiment, 85 propositions aux parlementaires

La FFB du Loiret a tenu son assemblée générale à l'aube des élections législatives. L'occasion de rappeler aux parlementaires que si le bâtiment est traditionnellement le pouls de l'économie française, il est temps de s'inquiéter de quelques sujets de première urgence.

« Quand le bâtiment va, tout va ». L'adage ne date pas d'hier et illustre assez bien l'état économique et social de notre société. Comme toutes les entreprises de France, le bâtiment souffre du manque de certaines matières premières, de l'inflation et du coût des énergies. Les entreprises peinent à recruter, pâtissent de l'image dégradée de certains métiers, et s'inquiètent que les jeunes boudent la formation professionnelle en alternance. En grattant un peu le vernis de cette toile somme toute assez classique, la FFB devient le révélateur de problèmes portés par toute la société. Comment développer une offre de foncier constructible avec une inflation foncière continue ? Comment développer et moderniser les territoires sans aucune artificialisation des sols ? Comment développer le professionnalisme des entreprises quand la technicité est mise en ligne par des plateformes numériques et que l'Ubérisation menace ?

France terre de bâtisseurs

Toutes ces questions, la FFB les pose dans son recueil de

La FFB a édité un ouvrage de 120 pages dans lequel elle développe 85 propositions à l'attention des nouveaux parlementaires.

Erwan Croixmarie, président de la FFB du Loiret.

« 85 propositions » qu'elle fait aux nouveaux députés, avec le sous-titre *« France, terre de bâtisseurs »*. *« La fédération du bâtiment est apolitique*, rappelle Erwan Croixmarie, président de la FFB du Loiret. *Nous discutons avec tous les élus, nos problèmes sont structurels et pratiques »*.
Comme à son habitude, la FFB alerte, et l'on a entendu ses ressortissants s'exprimer lors de l'AG annuelle.
Arnaud Bouhours, par exemple, chauffagiste à Châteauneuf-sur-Loire, s'inquiète du débouché des négociations pour le départ à la retraite : *« Nos salariés commence leur carrière tôt, dit-il ; ils ont des métiers avec une forte intensité physique, alors, allonger l'âge de départ à la retraite n'est pas envisageable »*.
Emmanuel Esnault est entrepreneur à Pithiviers, il évoque les finances des Français, regrettant que *« les résidences secondaires et les SCI ne bénéficient pas des aides à la rénovation climatique »*. Drôle de politique en effet, qui prive le secteur du bâtiment d'une part importante de chantiers de rénovation. *« Quant à la prime-Renov*, ajoute-t-il, *elle est trop complexe, au point que certains renoncent à la demander et reportent leur projet »*.
Fabrice Gorecki lui, est maçon dans le Loiret. Il s'inquiète sans détour du devenir des auto-entrepreneurs. *« L'idée de l'auto-entreprise, telle qu'elle avait été imaginée était bonne, mais aujourd'hui dévoyée. 40% des auto-entrepreneurs ne déclarent pas de revenus ou presque, et donc ne cotisent ni pour leur retraite, ni pour celle de leurs aînés. On est en train de créer une génération de gens qui vont être pauvres »*.

Dans cet ouvrage, il est aussi question de concurrence déloyale, d'application de TVA, de la *« permittence »* des intérimaires, et de la mutualisation des services des CCI et des CMA. Questions de bon sens et de survie parfois. Erwan Croixmarie se veut rassurant mais attentif : *« Il n'y a pas encore de casse*, dit-il, *les entreprises résistent plutôt bien. Mais elles doivent répercuter les hausses, puisque leurs marges ont déjà été rognées »*. Alors cette rentrée sera sans doute décisive : *« les dossiers privés seront moins nombreux, on a vu pourquoi, les dossiers publics quant à eux seront sans doute limités par la fin du Plan de relance »*.

Stéphane de Laage

GEOlivet, vivre ensemble pour le bien commun

On a coutume de dire qu'il faut rompre la solitude du chef d'entreprise. « C'est bien, mais il faut aussi rompre l'individualisme de chacun ». C'est le discours que tient Rachel Hardy, présidente de GEO, le groupement des entreprises d'Olivet.

Professionnelle des ressources humaines, Rachel Hardy accompagne les dirigeants. Rien de surprenant donc à ce qu'elle soit au bureau de l'association depuis quelques années déjà, et qu'il lui ait été demandé d'en prendre la présidence.
Les groupements d'entreprises ont tous les mêmes ambitions : peser dans l'organisation de leur écosystème, partager des valeurs communes et faire adhérer le plus grand nombre. GEO n'échappe pas à la règle, mais alors qu'il est sans doute le plus ancien des groupements d'entreprises du Loiret, il peine encore à recruter. Une quarantaine d'adhérents pour un potentiel de 250 entreprises, la marge de progression est nette. Mais il faut dire que l'association embrasse les cinq parcs d'activité du Sud Loiret. Les Aulnaies, le Moulin, Les Provinces, le Larry et les Quatre Vents ; la tâche a de quoi impressionner ! D'autant que les secteurs d'activité sont très divers, de l'industrie au commerce, du service au tertiaire. *« Cette diversité est une force, mais les chefs d'entreprises ont du mal à se sentir concernés par tous les sujets de discussion »*, admet Rachel.

Faire vivre l'intelligence collective

Les sujets sont nombreux. *« Je veux fédérer les dirigeants, les faire se rencontrer sans pour autant que GEO devienne un centre de business, intéresser les entreprises à l'impact qu'elles ont sur l'environnement, peser dans l'organisation de la société à laquelle nous contribuons ».*
Tout commence par des aspects pratico-pratiques : GEO est l'interface naturelle avec les institutions et la municipalité. *« Le maire d'Olivet, Matthieu Schlessinger a beaucoup fait pour cela,* reconnaît Rachel, *en délégant à Guy Schmidt, élu du conseil municipal cette mission ».*
Aménagement de la circulation, voies cyclables ou signalétique à améliorer, rien n'est laissé de côté. Mais l'association veut aller au-delà et crée des événements pour que les acteurs apprennent à se connaître. Visites d'entreprises et déjeuners mensuels, mais aussi des *« capsules »* régulières. *« Ce sont des rencontres d'une demi-heure, animées par un membre qui nous parle d'un sujet dont il est spécialiste, ou tout au moins bon connaisseur,* explique Rachel. *On évoque des thèmes génériques comme la motorisation des véhicules, mon entreprise sur les réseaux sociaux, ou mon budget énergie ».*
GEO sait aussi créer la surprise en organisant une visite du Sénat, le diagnostic santé des salariés, l'accueil du don du sang en suggérant aux chefs d'entreprises de libérer leurs salariés pour la bonne cause.
La bonne cause, c'est aussi l'emploi, et dans les parcs d'activité comme ailleurs, le sujet est prégnant. *« Il faut dépasser le stade du méchant demandeur d'emploi qui ne veut pas travailler, insiste Rachel. Il faut favoriser les rencontres, envisager des partages de compétences et travailler en commun ».*

Pour toutes ces raisons, Rachel Hardy recrute régulièrement des étudiants, stagiaires issus d'école de commerce. *« Ils partent avec mon bâton de pèlerin, s'amuse-t-elle, à la rencontre des dirigeants, pour leur parler de GEO, mettre les fichiers à jour, trouver des sponsors et tourner des vidéos ».*

Pour aller plus loin : **www.geolivet.fr**

Stéphane de Laage

Rachel Hardy, présidente de GEO.

Le bureau de l'association GEO.

Diamant

PROPRETÉ ET SERVICES ASSOCIÉS

Notre métier

- **Entretien des locaux sous toutes ses formes**
  - Locaux commerciaux
  - Secteur industriel tertiaire
  - Entretien parties communes
  - Entretien parties privatives (résidences étudiants)
  - Syndic de propriétés
  - Collectivité
  - Remise en état des locaux (habitation, locaux commerciaux et bureaux après travaux)

Nos spécificités :

- **Intervention après sinistres**
  > Travaux préparatoires et assèchement après dégâts des eaux
  > Décontamination après sinistre incendie

- **Certification BIOCID**
  > Intervention 3D : dératisation, désinfection, désinsectisation
  > DSVA (désinfection par voie aérienne)

- **Recherche de fuite**
  > Détection par gaz traceur, caméra thermique et procédé acoustique

- **Centres d'intervention**
  > Centre-Val de Loire
  > Paris Ile de France
  > Yonne

QUALIPROPRE
Propreté & Services Associés

Tél. 02 38 51 18 19

Mail : diamant45@orange.fr

ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

https://diamant-proprete.fr

MSL mise sur le retour de l'électronique en France

MSL, filiale du groupe français ALL Circuits, a inauguré à Meung-sur-Loire (Loiret), une nouvelle unité de 5 000 m², pour la production de cartes électroniques. L'État, que représentait le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau, soutient cette extension à hauteur de 1,9 million d'euros, dans le cadre de la relocalisation d'activités industrielles stratégiques.

De gauche à droite : Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire, Éric Doligé, Pauline Martin, maire de Meung/Loire et Bruno Racaud, dirigeant du groupe ALL Circuits.

Les producteurs et assembleurs de pièces électroniques avaient presque tous délocalisé leur production vers l'Asie dans les années 90. Au point que seuls 2% des composants de l'électronique mondiale sont aujourd'hui produits en Europe. À l'heure de la relocalisation voulue par le Gouvernement, largement suggérée et appuyée par la Région Centre-Val de Loire, l'entreprise MSL fait le pari que l'électronique a toute sa place en France.

L'usine de Meung-sur-Loire produit pour le secteur automobile, des calculateurs de phares, des clefs, des cartes pour la climatisation, la direction assistée ou encore des lève-vitres.
Ancienne filiale de l'équipementier automobile Valeo, puis de l'américain Jabil, MSL avait été reprise en 2009 par une poignée de cadres dirigeants, prêts à repartir. « *Yes we can* », aurait dit Obama en son temps. Bruno Racaud, aujourd'hui patron du groupe ALL Circuit, persiste : « *On imagine avec le plan de réindustrialisation, que d'ici dix ans, 30% de la production pourrait être revenue en Europe* ». Le potentiel de croissance est donc considérable pour les industriels français.
Pour se conforter dans cette idée, il suffit d'observer l'augmentation progressive des salaires asiatiques, le coût du transport maritime et de l'électricité, et l'image désormais favorable du développement durable ; autant d'arguments de poids pour produire de nouveau en France.

Une technologie adaptée

L'agrandissement de son outil de production fait de l'usine ALL Circuits de Meung-sur-Loire sans doute la plus importante unité de ce type en France.
« *C'est le résultat de gros investissements réalisés depuis 2009* », insiste Bruno Racaud ; encore 8 millions d'euros dans le nouveau bâtiment. Les machines ont fait des sauts techniques considérables, ayant désormais une capacité de placement de 150 000 composants à l'heure, contre 12 000 il y a quelques années encore. La précision de placement est de l'ordre de 200 microns à peine. S'ajoutent des machines d'inspection visuelle 3D, pour des questions de vitesse et d'assurance qualité, mais aussi parce que les composants sont devenus trop petits pour l'œil humain !
ALLCircuits produit pour le monde de l'industrie, médicale, consumer et la domotique. Elle mise beaucoup sur l'avenir de la voiture électrique et envisage de doubler son chiffre d'affaires de 300 à 600 millions d'euros dans les deux prochaines années.

France 2030

Dans le prolongement du plan de relance, Emmanuel Macron avait lancé avant l'été, le plan d'investissement « *France 2030* », doté de 54 milliards d'euros sur 5 ans. « *L'entreprise MSL Circuits s'inscrit pleinement dans cette dynamique, a rappelé Marc Fesneau, dans le cadre de ce plan qui vise à développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir en France* ».

Stéphane de Laage

Focus

MSL qui emploie 400 salariés à Meung-sur-Loire, a aussi une unité de production à Bayonne, un bureau d'étude à Angers, une usine en Tunisie et une à Guadalajara au Mexique, pour servir le marché américain.

Axis Conseils inaugure de nouveaux locaux

Le 19 mai dernier, l'entreprise Axis Conseils a inauguré ses nouveaux locaux de plus de 1400m² à l'Est d'Orléans. Avec ses 70 collaborateurs, l'entreprise qui existe depuis 75 ans en a profité pour faire découvrir ou redécouvrir l'activité de géomètre à ses clients et aux curieux.

Quittant les locaux que la société occupait depuis 1987 près de la patinoire d'Orléans, le nouveau bâtiment, une ancienne école, a été repensé pour l'usage du cabinet de géomètres-experts. Ce dernier a été certifié ISO 9001 pour la qualité en 1999, ISO 45001 pour la sécurité en 2019, et dans l'attente de la certification ISO 14001 pour l'environnement.

La géométrie, un secteur méconnu...

Parmi les trois directions techniques du cabinet, la première est la Direction Foncier Urbanisme. Grâce à un scanner 3D, le géomètre peut réaliser, en ville, la modélisation 3D, sur ordinateur, de la façade d'une copropriété ou encore le plan de l'intérieur d'un bâtiment neuf. La deuxième direction technique est celle de l'Information Graphique. Celle-ci permet de scanner et de prendre des photos en même temps afin d'obtenir par exemple la modélisation d'une tour en ruine ou d'une cavité souterraine étroite et difficilement accessible pour l'être humain. La troisième direction technique est celle de l'Aménagement des Territoires. Cette dernière a pour mission de réorganiser le parcellaire des territoires ruraux et regrouper certaines activités agricoles lorsque de nouvelles contraintes environnementales entrent en vigueur ou lorsque le projet d'une collectivité locale le nécessite. Cela s'est produit par exemple lors de l'implantation de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) dite Sud Europe Atlantique (SEA) entre Tours et Bordeaux. L'entreprise Axis Conseils, qui intervient dans toute la France, suit ce type de projet à la fois en amont et en aval.

...mais qui recrute

Clémence Leboucher, ingénieure-géomètre diplômée de l'École Supérieure des Géomètres et Topographes (ESGT), travaille depuis cinq ans à la Direction de l'Aménagement des Territoires chez Axis Conseils. « *La profession de géomètre recrute énormément*, explique-t-elle. *Les entreprises sont toujours en recherche de tous les types de profils. Lorsque je suis sortie de mon école, j'avais déjà trois propositions d'offres d'emploi et j'ai choisi Axis Conseils.* » Cette inauguration était d'ailleurs l'occasion pour deux classes du lycée Gaudier-Brzeska à Saint-Jean-de-Braye de découvrir le métier de géomètre. « *Nous sommes impatients d'accueillir des apprentis en licence professionnelle à la rentrée de septembre* » déclare Thomas Blanc, l'un des sept co-gérants d'Axis Conseils. Engagée dans la formation, l'entreprise accueille déjà une quinzaine de stagiaires aux niveaux très différents, allant de l'élève en stage de troisième à la personne qui souhaite faire une reconversion professionnelle.

Maxence Yvernault

Vous avez un projet d'entreprise ?

Financement et accompagnement : notre promesse, être à vos côtés à toutes les étapes de votre projet.

Prêt d'honneur Initiative à taux 0%

Accompagnement personnalisé gratuit

NOTRE PROJET, AIDER LE VÔTRE

Réseau Initiative LOIRET

www.initiative-loiret.fr • contact@initiative-loiret.fr • 02 38 21 18 35

Lexus Orléans dans son nouvel écrin

Le groupe Bernier a investi dans une concession raffinée pour présenter les voitures Lexus, la marque haut de gamme de Toyota. Les véhicules hybrides et électriques y tiennent la vedette.

Omotenashi. En japonais, cela signifie l'art de l'hospitalité élevé au rang de principe absolu, en anticipant sur les désirs du client et en soignant le moindre détail. Nicolas Bernier cite spontanément ce terme pour résumer le concept de la nouvelle concession Lexus qu'il dirige à Olivet. Tout a été pensé pour accueillir les hôtes dans les meilleures conditions au sein de ce bâtiment aéré et lumineux qui borde la Nationale 20, au Sud d'Orléans dans le pôle automobile des Aulnaies. Jeux de lumières colorées, écrans géants, mobilier design, décoration florale, tout contribue à créer une ambiance raffinée et apaisante. Le summum est atteint dans la pièce dédiée à la livraison du véhicule, lorsque l'objet du désir du client apparaît derrière un panneau vitré qui passe progressivement de l'opaque au transparent. *« Le même cérémonial est observé, qu'il s'agisse d'une voiture neuve ou d'occasion, car tous nos clients sont importants »*, insiste Nicolas Bernier.

Du Nord au Sud

Le groupe Bernier dont la concession Lexus était implantée à Fleury-les-Aubrais depuis 2007 a fait le choix de passer du Nord au Sud en s'installant à Olivet. *« Notre clientèle est majoritairement située au sud de la Loire, explique Nicolas Bernier, et, ici, nous sommes propriétaires du terrain. »* Ouverte depuis juin dernier, la nouvelle concession table sur des ventes comparables à celles de sa précédente localisation, autour de 110 véhicules neufs et 150 d'occasion. *« Les voitures de seconde main représentent aujourd'hui une part majoritaire du fait de la fiabilité légendaire des Lexus,* ajoute Nicolas Bernier. *Nous pouvons proposer des garanties de trois ans avec kilométrage illimité pour des voitures ayant jusqu'à 8 ans et 160 000 km au compteur. »*

Dans le grand hall de présentation, ce sont les véhicules hybrides et électriques qui tiennent la vedette. Un domaine dans lequel Toyota a toujours été précurseur, y compris pour sa marque haut de gamme Lexus dont le premier modèle hybride électrique RX 400 h était, en 2005, le premier hybride premium au monde.

Lexus en est aujourd'hui à la cinquième génération et propose aussi des modèles intégralement électriques. Le constructeur a d'ailleurs annoncé produire uniquement des voitures électriques ou à hydrogène à partir de 2030, soit 5 ans avant l'arrêt annoncé des véhicules thermiques en Europe. Toujours ce sens de l'anticipation : omotenashi !

Bruno Goupille

Nicolas Bernier a ouvert la nouvelle concession Lexus en juin dernier.

Le groupe Bernier : 39 concessions

Entreprise familiale créée en 1947, le groupe Bernier dispose de 39 points de vente répartis dans six départements des régions Île-de-France, Centre-Val de Loire, et Normandie. Il commercialise huit marques (Peugeot, Citroën, Opel, Jeep, Toyota, Lexus, Kia, Suzuki), compte 850 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 493 millions d'euros. Il figure au 28ème rang des 100 premiers distributeurs français.

La nouvelle concession Lexus d'Olivet, où travaillent six personnes, couvre une surface de 834 m² et a nécessité un investissement de 1,9 million d'euros.

Cadenas connectés pour vélo : élémentaire mon Sharelock !

Le concepteur du réseau de cadenas connectés pour vélo, Sharelock, a confié à Altyor, de Saint-Cyr-en-Val (Loiret) la fabrication en série de ses modèles qui commencent à équiper les villes.

« Share » comme partager, et *« lock »* comme verrouiller, cela donne Sharelock. Élémentaire mon cher Watson ! Il suffisait d'y penser. Alexandre Molla et Nicolas Louvet l'ont fait avant tout le monde en créant le premier réseau de cadenas connectés et partagés pour vélos. Après une phase d'études et de test, la production a été confiée à l'entreprise Altyor de Saint-Cyr-en-Val (Loiret) qui a lancé une première série de mille pièces déployées à Nice, fin juin.

Avant cela, il a fallu la rencontre entre Alexandre Molla et Nicolas Louvet. Cela s'est passé chez Uber, la fameuse société américaine de transport par chauffeurs privés dont Alexandre Molla dirigeait l'expansion pour la France et la Suisse. Diplômé d'HEC, il avait rejoint Uber au début de l'aventure alors que l'entreprise ne comptait que 200 employés dans le monde, contre 25 000 aujourd'hui. *« Nicolas Louvet intervenait comme consultant en tant qu'expert de la mobilité pour les pouvoirs publics et les entreprises,* rappelle Alexandre Molla. *Il y a trois ans, il m'a interpellé sur le problème de la sécurisation du stationnement des vélos qui en limite l'usage. Notre réflexion commune a abouti à la création de Sharelock, à Paris, il y a deux ans. »*

Remboursement en cas de vol

La solution imaginée par les deux fondateurs passe par la conception d'un réseau de cadenas connectés, fixés sur les potelets de voirie le long des trottoirs. Le boîtier sécurisé est équipé d'un robuste antivol en *« u »* sur lequel l'utilisateur verrouille son vélo. Grâce à une application disponible sur smartphone, le cycliste peut localiser le cadenas, le réserver, le verrouiller et le débloquer. Les tarifs vont de 0,50€ par tranche de 24 heures pour une utilisation occasionnelle, à 10€ par mois pour un accès illimité.

« Le système peut détecter toute tentative d'effraction et alerter l'utilisateur et nos services, ajoute Alexandre Molla. *C'est pourquoi nous offrons un remboursement forfaitaire de 200 euros en cas de vol. Mais cela ne s'est encore jamais produit, y compris pendant la période de test avec 100 cadenas et près de 2 000 utilisations sur la ville de Rouen. ».* La solution Sharelock a été adoptée par plusieurs villes comme Sceaux, Saint-Ouen et Meaux, avant le large déploiement de Nice.

La nouvelle version du cadenas a été élaborée en concertation avec les équipes recherche et développement d'Altyor. *« Nous étions en discussion avec d'autres groupes industriels,* explique Alexandre Molla, *mais la réactivité et le réel intérêt des équipes et de la direction nous ont fait donner la préférence à Altyor. »* Un nouveau marché bienvenu pour l'entreprise Saint-Cyrienne qui renforce ainsi son image de référence industrielle dans le monde des objets connectés.

Bruno Goupille

Une assurance vélo aussi

En parallèle de son offre de cadenas connectés, Sharelock propose une assurance pour tous les vélos, même s'ils n'utilisent pas les équipements de l'entreprise. Selon les formules proposées, variables en fonction de la valeur de la bicyclette, l'assurance couvre le vol, mais aussi les dégradations. Le coût mensuel va de 1,65€ pour un vélo d'une valeur de 400 euros, à 10,06€ pour un vélo de 3 000 €. Originalité : la franchise passe de 10% à 5% si le cycliste prend une photo de son vélo sur son point de stationnement. *« Cela nous permet, en retour, de donner des conseils sur la façon de bien garer son vélo »,* explique Alexandre Molla.

PUBLI-INFORMATION | CPME45

Salarié aidant : souplesse et indulgence

Le 6 octobre prochain sera la 13e journée des « aidants », l'occasion de rappeler que près de 11 millions de personnes accompagnent un proche, parfois sans être elles-mêmes soutenues, informées ou soulagées.

Être salarié et en plus, accompagner un parent ou un enfant en perte d'autonomie ou lourdement handicapé, relève du sacerdoce. Certaines entreprises l'ont bien compris, et font le choix de les épauler dans cette mission humaine délicate. C'est le cas de La Mutuelle Générale, partenaire de la CPME Loiret, où Pierre Denis est responsable du pôle *« engagement sociétal »*. Une mission *« essentielle »* selon lui pour une entreprise à la fois mutualiste et reconnue d'activité solidaire.

« Nous sommes engagés sur deux fronts, détaille Pierre Denis : l'observatoire solidaire pour les « aidants salariés », et la fondation d'entreprise ». Cette dernière a été créée il y a tout juste un an, en septembre 2021, Pierre Denis en est aussi le délégué général. *« Au-delà de la vie en entreprise, dit-il, nous organisons les éléments sociaux structurants, pour que chacun ait la possibilité de bien vieillir, pour favoriser la solidarité intergénérationnelle, et d'une façon générale pour se donner les moyens de mieux vivre, jeunes et moins jeunes, valides et dépendants ».*

La Fondation a une gouvernance mixte de salariés et d'élus. En participant aux travaux de l'Observatoire solidaire, la RH quant à elle, travaille à des axes de réflexion et permet le développement progressif de projets sociétaux (dons de jours de RTT, chèques RH, assistante sociale, guides repère…), tout en diffusant ces valeurs auprès du public et des salariés. Ces derniers se disent à 75%, satisfaits des efforts de leurs entreprises.

Le colloque de La Mutuelle Générale le 28 septembre, sera pour elle l'occasion d'un point d'étape, après une première année d'activité.

Le mieux-vivre en entreprise passe par une meilleure compréhension des difficultés personnelles que peuvent rencontrer nos salariés. Avec une espérance de vie qui a quasiment doublé en un siècle, il est, dans l'intérêt de tous, de considérer ce qui se passe au-delà de la sphère professionnelle.

Constant Porcher, Président de la CPME Loiret

Pierre Denis, La Mutuelle Générale

Plus disponible pour mon enfant !

Sandra Cassegrain est assistante chez Harmonie Mutuelle au pôle formation à Lucé en Eure-et-Loir. *« Ma fille de 14 ans souffre de troubles du comportement et d'un retard de développement ».*

Après trois ans d'hospitalisation, la jeune fille est maintenant en établissement scolaire spécialisé. Elle s'y rend en taxi mais les horaires sont incompatibles avec un travail à plein temps.

La famille a profité de la Loi Mathys pour bénéficier de dons de jours de disponibilité offerts par ses collègues. Depuis un an, Sandra est en télétravail à 100%. *« J'en ai fait la demande pour mieux accompagner ma fille, dit-elle. Pour des parents, c'est inestimable. J'ai tout simplement retrouvé un enfant à la maison » !*

Factum, société abraysienne de production audiovisuelle, réalise une vidéo promotionnelle pour Fenty Beauty relayée par Rihanna

Factum, société de production audiovisuelle basée à Saint-Jean-de-Braye, a été approchée par Fenty Beauty, l'entreprise de cosmétiques de la chanteuse Rihanna, pour réaliser la vidéo de promotion sur les réseaux sociaux de Fenty Eau de parfum, la nouvelle senteur de la marque à succès.

Mi-avril, la société de production audiovisuelle Factum, située à Saint-Jean-de-Braye, est contactée par l'équipe de communication de Fenty Beauty, la marque de cosmétiques de la chanteuse Rihanna. La mission qui lui est confiée : rendre glamour la mise en flacon de la fragrance de la marque, pour le lancement de la nouvelle campagne Fenty Eau de parfum sur les réseaux sociaux.

Factum se mobilise en urgence pour garantir la livraison de la vidéo dans les délais impartis et se rend sur les lignes de production du parfum, à l'usine Parfums Christian Dior de Saint-Jean-de-Braye. Pour satisfaire les exigences de la star internationale, les professionnels loirétains de l'image et du son cherchent à recréer l'ambiance feutrée et intimiste du clip promotionnel du parfum, victime de son succès avec deux ruptures de stock consécutives. Les images, tournées, montées et sonorisées par l'équipe, sont diffusées lors du lancement de la nouvelle campagne Fenty Eau de parfum sur les réseaux sociaux. Une publication qui se fera en deux temps : d'abord sur le compte Instagram de la marque, puis sur celui de la chanteuse qui a commenté d'un *« How sexy is this?!! »*. *« Ça n'arrive pas tous les jours que nos vidéos soient partagées par une star comme Rihanna,* s'enthousiasme Christophe Poly, le gérant de Factum. *Nous avons dû remplir le contrat, ça a dû lui plaire ! Une ligne de production, ça n'est pas forcément glamour mais nous avons su nous arranger pour que ça le devienne. »*

Tournage sur la ligne de production de la fragrance Fenty Eau de parfum sur le site des Parfums Christian Dior, à Saint-Jean-de-Braye.

Du savoir-faire et des valeurs

Il faut dire que Factum n'en est pas à son coup d'essai. Voilà quinze ans que la société (d'abord association puis Scop) est née à Saint-Jean-de-Braye. *« C'était important pour nous de monter notre propre structure pour pouvoir rester fidèles à nos valeurs. Dans une Scop, tout le monde a son mot à dire. La dimension humaine a une grande importance pour nous et nous avons créé Factum en sachant exactement ce que nous ne voulions pas y voir. »*

Aujourd'hui composée de quatre salariés permanents, Factum affiche sa marque de fabrique : *« Notre spécialité : l'image qui bouge, du film publicitaire à l'interview jusqu'au motion design et au film 360 VR ! Nous sommes issus de l'image cinéma. Nous investissons notre savoir-faire, notre envie pour obtenir une belle lumière, une belle image, un bon son… »* Savoir-faire, envie… Matériel également. *« Nous disposons d'un parc de matériel unique en région Centre-Val de Loire et qui n'a pas à rougir devant les parcs parisiens. Il couvre 95 % de nos besoins. »*

Bien qu'ils affirment ne pas être *« des commerciaux dans l'âme »*, les salariés de Factum ont su développer de nombreuses relations dans différentes entreprises régionales et nationales. Les parcours professionnels de Christophe et de son acolyte Bruno, qui ont été freelances pour Arte et France télévisions dans une vie antérieure, n'y sont sans doute pas étrangers. *« Beaucoup d'agences de publicité et d'entreprises sont venues travailler avec nous grâce au bouche-à-oreille. C'est ainsi que nous avons commencé à travailler avec les Parfums Christian Dior, il y a dix ans. D'abord à l'usine de Saint-Jean-de-Braye puis au siège parisien. Par l'intermédiaire de Dior, nous avons été approchés par Séphora et Fenty Beauty. »* Quel grand nom synonyme de luxe et de glamour sera au cœur de la prochaine production de Factum ?

Estelle Cuiry

Le Pôle Com' d'ISF
Un lieu unique bouillonnant de talents au service de votre communication Print et Web

Implantée à Blois, Vendôme et bientôt à Contres, ISF continue son développement pour accompagner les entreprises, institutions, administrations et associations dans leur communication. Dans une atmosphère unique où se mêle les odeurs de l'imprimerie et l'effervescence de l'agence, une équipe de 25 passionnés réalise en 100 % local tous vos projets Print et Web.

ISF Communication est installée depuis le début de l'année dans ses nouveaux locaux à l'image de l'entreprise : chaleureux, accueillants et dynamiques.

C'est ainsi que le Pôle Com' est né. 1 lieu unique, 25 talents. Du sur-mesure pour une communication de qualité, performante et efficace !

Nous sommes une structure familiale, ancrée sur notre territoire, proche de nos clients. Notre approche repose sur l'écoute, la confiance et l'échange. Ensemble nous définissons les objectifs, les contraintes mais aussi les budgets. Parce que chaque client est unique, nous l'accompagnons vers une stratégie adaptée où chaque décision, chaque choix garantira la visibilité et la réussite de son projet.

Expertise, conseil, création graphique, communication web, motion design, site internet, impression Offset et numérique, signalétique et routage, nous maîtrisons entièrement la chaine graphique pour une communication à 360°.

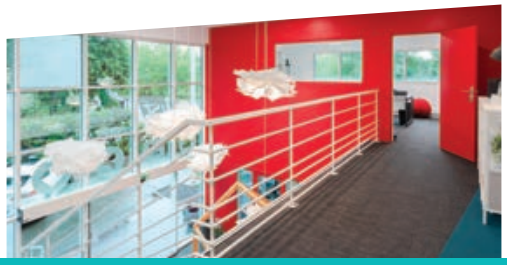
Notre force : on s'occupe de tout, nos clients peuvent garder l'esprit tranquille.

En venant nous voir, ils savent que nous mettons tout en œuvre pour les satisfaire. Chez nous, tout est internalisé. Nos experts imaginent, créent et impriment dans notre atelier Blésois avec une antenne Vendômoise pour encore plus de proximité.

Investissements, innovations, embauches, formations, audace, etc. ont été nécessaires et ont permis d'asseoir notre notoriété. Notre démarche RSE positive et fédératrice, notre implication dans les réseaux locaux, les associations caritatives, sportives et culturelles, envers le handicap sont autant d'actions solidaires qui nous définissent et participent à l'économie circulaire.

Nos compétences et notre professionnalisme ont fait le reste.

Nous aimons dire que nous sommes incubateurs d'idées !



Venez nous rendre visite,
et découvrez nos savoir-faire

Blois
2, rue des 11 Arpents
02 54 56 43 43

Vendôme
11, bd de l'Industrie
02 54 77 13 90

contact@isf-communicationf.fr
isf-communication.fr

Avec HappyVore, la viande végétale prend racine dans le Loiret

La jeune entreprise parisienne HappyVore a choisi Chevilly, au Nord d'Orléans, pour lancer sa production industrielle de spécialités culinaires végétales ayant l'aspect et le goût de la viande. 70 emplois à la clé et une production de 10 000 tonnes par an.

Dans les plaines de Beauce, on va bientôt moissonner la *« viande »* à la tonne. La jeune entreprise parisienne HappyVore a, en effet, choisi le Nord d'Orléans, Chevilly très précisément, pour y implanter son site de production de viande végétale. Un choix lié à la diversité des productions locales de céréales et de légumineuses, riches en protéines, qui entrent dans la composition des spécialités culinaires de la start-up. Un choix lié aussi à la facilité de diffusion des produits à partir du *« cœur de France »* et pour lequel Dev'Up, l'agence de développement économique régionale, a fortement œuvré. Une reconversion industrielle est aussi à la clef, car HappyVore reprend les anciens locaux abandonnés depuis 2018 par le groupe Labeyrie qui y fabriquait des blinis.
« Nous allons totalement rénover le bâtiment de 4 500 mètres carrés et construire une première extension de 500 mètres carrés, annonce Guillaume Dubois, l'un des deux fondateurs d'HappyVore. *Nous avons réalisé une levée de fonds de 35 millions d'euros pour ce projet de développement industriel et commercial. »*
Les travaux ont été lancés et devraient s'achever en fin d'année. Les recrutements également pour une trentaine de collaborateurs dans un premier temps. *« Nous recrutons des opérateurs, chefs de ligne de production et techniciens de maintenance,* précise Guillaume Dubois. *À terme, l'effectif pourrait être porté à 70 avec un objectif de production de 10 000 tonnes par an. »*

Tous deux ingénieurs, Guillaume Dubois, 34 ans, et Cédric Meston, 28 ans, ont créé HappyVore il y a trois ans.

Un cocktail végétal riche en protéines

Les « alternatives végétales » élaborées par HappyVore sont composées à partir de différents ingrédients selon le produit fini. La base est constituée par des céréales et des légumineuses : blé, pois, soja, fève, maïs, dont les protéines sont extraites. Des arômes et des colorants naturels sont ajoutés, ainsi que des glucides, pour donner l'aspect et les saveurs de la viande.
Précisons qu'un décret qui devait interdire l'utilisation de termes évoquant la viande pour des produits végétaux a été suspendu par le Conseil d'Etat fin juillet, en référence à la position européenne.

Le premier steak dans leur cuisine

Le marché des produits *« carnés »* à base de végétaux connaît une forte expansion en se positionnant comme substituts aux produits de boucherie traditionnelle avec une image plus *« écoresponsable »*. Les deux jeunes fondateurs d'HappyVore l'ont bien compris. Les deux ingénieurs, Centrale pour Guillaume Dubois, 34 ans, et Télécom pour Cédric Meston, 28 ans, sont amis depuis 6 ans. *« Nous avions envie de lancer une entreprise à impact environnemental agissant pour la réduction des émissions de carbone provoquées par l'élevage,* explique Guillaume Dubois. *C'est ainsi qu'est née l'idée de produire des alternatives végétales pour consommer moins de viandes, mais avec des spécialités aussi bonnes en goût et en valeurs nutritives. »*
Il y a trois ans, les deux amis ont confectionné dans leur cuisine leur premier *« steak végétal »* sous la marque des Nouveaux Fermiers. Le nom a changé pour devenir le plus joyeux HappyVore et la gamme s'est progressivement élargie à une dizaine de produits : nuggets, chipolatas, merguez, boulettes, lardons, etc...
Jusqu'ici préparées en Normandie, les spécialités HappyVore sont servies dans plus de 1000 restaurants et proposées dans pratiquement toutes les enseignes de la grande distribution. Le chiffre d'affaires, non révélé, a été multiplié par 3,5 en douze mois. Il devrait encore pousser comme du bon blé à partir de Chevilly.

Bruno Goupille

Roy Énergie, son avenir est solaire

Le groupe Roy Énergie, sans doute l'un des plus gros concepteurs et assembleurs français d'installations photovoltaïques, finit de construire son centre de production à Toury au Nord d'Orléans. Il crée dans le même temps une « école de compétence » pour que les techniciens, les financeurs et administratifs sachent de quoi ils parlent.

Evoquer le développement durable, c'est à coup sûr entrer dans une discussion d'experts qui revendiquent chacun leur vérité. Aborder les énergies renouvelables, c'est la remise en question quasi certaine des solutions innovantes, et prêter le flan à la critique.
Pourtant, Romain Roy semble mettre tout le monde d'accord. Ancien pompier et charpentier-couvreur, il est aujourd'hui président fondateur du groupe industriel éponyme, né il y a six ans. Bien que l'on parle de photovoltaïque, chiffres et retours d'expérience à l'appui, le discours est fluide et frappé au coin du bon sens.
Au milieu de la campagne de Toury, les deux bâtiments impressionnent par leur taille. 800m² de bureaux, salles de cours et de sport, 2 000m² de stockage et d'ateliers. *« C'est ici qu'on fait la préparation sur mesure de nos chantiers,* explique Romain Roy. *Nos clients sont des entreprises, des GAEC, la grande distribution et les collectivités, sans oublier les particuliers. Il s'agit de faire produire de l'énergie à toutes les surfaces qui reçoivent le soleil : gymnases, ombrières, façades et même des garde-corps. Mieux encore, on sait installer des modèles mobiles, déployables, voire flottants ».*

Recyclables à 98%

Si la France ne s'est vraiment intéressée au photovoltaïque qu'en 2005, les Allemands ont vingt ans de retour d'expérience supplémentaires. C'est donc en partie chez eux que Roy Énergie se fournit en matériels, ainsi qu'aux USA, en Slovaquie et bien sûr chez l'incontournable chinois Hyundai.
« Il faut connaître chaque composant et les avoir testés pour optimiser les installations » explique Romain. *« Les technologies que nous utilisons ont fait de formidables progrès. Les matériaux sont recyclables à 98% et cinq fois. Les produits ont plus que doublé leur rendement surfacique en dix ans, et l'on a divisé par huit le coût des matériaux. Dans le même temps, le coût d'achat de notre électricité est passé de l'ordre de 10cts en 2010 à 20 voire 30cts en 2022 ».* L'effet ciseau est évident, et jamais la question de l'énergie ne s'est posée avec autant d'acuité.
Pour cette raison, Roy Energie développe sa propre *« école de compétence »*. Pour les techniciens bien sûr, mais aussi récemment, les représentants de 150 agences bancaires. *« Il faut faire monter les gens en compétence,* insiste Romain, *pour qu'ils sachent de quoi ils parlent ».*

Il n'est pas de patron plus efficace qu'un patron convaincu. Le Groupe Roy Énergie en est l'exemple : la progression du chiffre d'affaires parle d'elle même, passé de 5,5 millions d'euros en 2018 à 18 millions d'euros aujourd'hui (avec 82 salariés), il devrait atteindre 100 millions d'euros en 2030. *« On a deux ans de carnet de commande d'avance et 38 millions d'euros signés ».* Le groupe prévoit aussi de créer une agence similaire à celle de Toury, en région toulousaine, et le déploiement d'une dizaine d'agences en France dans les dix prochaines années.

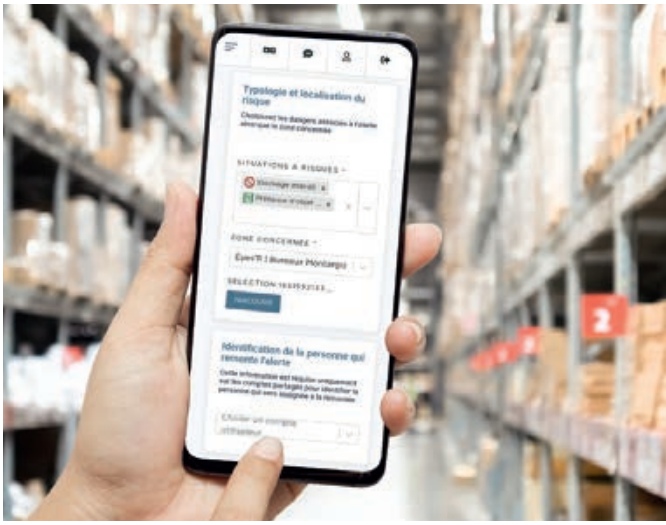
À la recherche des datas

Le concert de Sting à Chambord en juin dernier fut un coup de maître en termes de marketing. Il fut surtout un formidable banc d'essai.
Si les panneaux déployés dans une percée du château n'ont fourni *« que »* le tiers des 18 000kw consommés, le plus important sont les datas récoltées et la validation d'un concept.
« L'idée est à terme de savoir remplacer les groupes électrogènes thermiques, indispensables en base de vie, en cas de catastrophe naturelle ou en zone sinistrée », explique Romain. Pour un camp militaire installé au Saël, le plus dangereux est de laisser des hommes sortir chercher le carburant pour alimenter le générateur. Le photovoltaïque est plus *« safe »*, encore faut-il en connaître chaque contrainte. Roy Énergie dépense pour cela près de 4% de son chiffre d'affaires en R&D et consacre aussi près de 500 000€ pour le développement d'un générateur à hydrogène. L'énergie de demain sera mixte bien sûr, mais le solaire aura plus d'un mot à dire.

Stéphane de Laage

Lancement de l'application de remontée des risques en entreprise Eyes'R : enfin une solution digitale pour les préventeurs !

Pour permettre aux préventeurs de signaler et de traiter plus facilement les situations à risque en entreprise, la start-up montargoise Eyes'R a développé une application. L'objectif : faire de l'usine un lieu dans lequel les collaborateurs se sentent plus en sécurité.



Chaque année, on dénombre en moyenne en France plus de 650 000 accidents du travail. Les enjeux pour les entreprises sont importants : impacts humains (arrêts de travail, climat social, problématiques de reclassement…), financiers (cotisations, productivité, retards clients…) Il est donc primordial que les employeurs mettent tout en œuvre pour maîtriser les risques inhérents à leur secteur d'activité. C'est la préoccupation majeure des préventeurs (en charge des sujets Hygiène, Sécurité et Environnement). Et ils sont tous unanimes sur un point : remonter des situations à risque par e-mail ou par papier est compliqué et chronophage et peut provoquer une déperdition d'information. C'est de ce constat qu'est née l'application de remontée de situations à risque Eyes'R, développée par la start-up montargoise éponyme.

Eyes'R : une expérience de remontée terrain et de pilotage visuelle unique

L'objectif d'Eyes'R est de simplifier le recensement des situations à risque depuis le terrain, grâce à un smartphone. Ainsi, le préventeur est soulagé des tâches administratives chronophages et peut se recentrer sur sa réelle valeur ajoutée : comprendre ; agir et supprimer le risque.
L'application Eyes'R dispose de plusieurs modules permettant de replacer l'intelligence collective au centre de la politique de prévention : identification des risques grâce à une photo et une description ; gestion des plans d'actions simplifiée avec la possibilité d'assigner des tâches et de suivre leur avancement ; notification des personnes concernées dès qu'une solution est apportée afin de leur permettre de réagir ; synthèse des indicateurs avec des tableaux de bord personnalisables permettant un suivi amélioré.

L'intelligence collective pour décupler l'efficacité des actions en prévention

L'équipe Eyes'R a lancé son application dans une démarche de co-création : tous les retours utilisateurs sont pris en compte ! Cela permet de continuer à innover et à proposer des solutions pertinentes, réellement efficaces, pour faire avancer la transformation digitale des entreprises. *« L'application Eyes'R me simplifie grandement la tâche en ce qui concerne la récupération des informations des personnes qui travaillent sur le site, commente Valérie, responsable Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement dans la logistique. Il fait presque 5 000 m², alors limiter les trajets pour remonter un risque est important ! Avec cette application, on a la possibilité de remonter le risque sur le moment, et surtout de pouvoir suivre ce qui est mis en œuvre derrière ! »*

Des avantages clairs pour un objectif commun

En-dehors du gain de temps, avec l'application Eyes'R, les clients gagnent en efficacité sur plusieurs points : amélioration du climat social grâce à la diminution des risques ; optimisation de la production ; suivi et pilotage plus rapide ; réduction du coût des accidents.
En parallèle, les collaborateurs sont encore plus impliqués dans la culture sécurité, que ce soit pour remonter les risques ou participer à la recherche de solutions. *« Les retours des utilisateurs sur le terrain sont très bons : ils trouvent l'application très simple et sont plus incités à remonter des risques qu'avec notre ancien processus. Avant, l'information était partielle, souvent remontée trop tard, ce qui entraînait des délais pour trouver une solution ! »*, souligne Fabien, responsable Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement dans l'industrie. Les équipes se sentent donc plus au centre des sollicitations. Ainsi, la prévention devient encore plus l'affaire de tous. Un cocktail gagnant qui participe à améliorer grandement la sécurité sur le lieu de travail !

Créée en 2003, la société ENSEIGNES, SERVICE, MAINTENANCE (ESM.45) est une entreprise à taille humaine qui est passionnée par le monde de l'enseigne et de son univers. Basée dans le département 45 sur Chécy, cette société artisanale d'une équipe de 14 collaborateurs a le souhait de valoriser ce métier d'art sur le marché.

"L'art de créer des projets uniques, l'art d'être au plus proche de sa clientèle , l'art d'allier l'image et la technique et enfin l'art de fabriquer votre enseigne et votre signalétique dans les règles en vigueur".

Parce que le design de votre entreprise passe aussi par la déco, la signalétique et enfin l'enseigne, ESM 45 s'attelle à penser, à fabriquer en interne votre distinction.
Voir la vie en rose, est le souhait de cet enseigniste aux valeurs sûres et à la pensée différente pour le coup interpellante.

MAIS, C'EST QUOI ÊTRE ENSEIGNISTE ?

D'une manière globale, ESM.45 se décrit comme **un professionnel de la communication visuelle,** qui conseille, qui crée, qui fabrique et enfin qui installe des enseignes sur tous types de supports, apposées sur une façade commerciale ou une unité foncière qui exerce son activité.
C'est **un métier complexe qui intègre plusieurs corps de métiers et de savoir-faire,** explique Fabrice Galvez, gérant d'ESM.45.
L'enseigne est le produit fini d'un projet longuement travaillé en équipe afin de valoriser le lieu et la marque de son client mais derrière elle, Fabrice Galvez a créé **une équipe de professionnels et de passionnés.**
ESM.45 doit en grande partie son professionnalisme et sa nette différence à sa force vive que sont ses femmes et ses hommes qui font d'ESM.45 l'artisan d'aujourd'hui qui a su se réinventer. Et ce n'est pas fini...
Les nouveaux talents sont toujours les bienvenus au sein de cette entreprise afin de satisfaire au mieux sa clientèle. La bonne humeur, la rigueur, des personnalités règnent au sein d'ESM.45 qui se veut révolutionner un marché aux apparences vieillissantes.

Tout est encore à faire dans ce domaine, sans oublier l'aspect juridique et réglementaire dans un environnement de plus en plus complexe, explique Fabrice Galvez, membre de la commission départementale de la Nature, des paysages et des sites du territoire du Loiret (CDNPS Loiret).
ESM.45 a été créé, vit depuis 19 ans et fêtera en janvier 2023, l'âge sacré des 20 ans, un âge où tout est possible. Quelle riche expérience de rencontrer une entreprise qui n'a que 20 ans d'âge et d'esprit pour se renouveler encore et encore.
Fabrice Galvez a un rêve, non d'être le leader du marché en termes de chiffre d'affaires mais qu'ESM.45 soit l'entreprise qui réveille ce marché dans le Renouveau.
ESM.45 se place aujourd'hui comme une marque de fabrique incontournable de communiquant dans la région Centre-Val de Loire pour faire en sorte que l'on vous fasse tourner la tête... (et non les serviettes) !
De la pensée, à la différence graphique et technique, à son suivi, jusqu'à la maintenance et dépannage de celle-ci ESM.45 sourit de l'avenir sans jamais oublier son métier historique la maintenance..
Se réinventer pour attirer les talents de demain...

ESM 45
35, rue de la Sauge - 45430 Chécy
02 38 86 17 52
www.esm45.fr

CO'Met mis sur orbite

Ça y est, Orléans Métropole a choisi son délégataire pour l'exploitation et le développement de son nouvel équipement CO'Met. Le Conseil métropolitain de juillet dernier a retenu le groupe GL events. L'exploitant prendra les rênes à compter du 1er janvier et aura la mission de faire valoir l'image et la renommée de la capitale régionale.

Le contrat très important que vient de remporter GL events – 1,2M€ /an - a des contours plus importants encore, puisqu'au-delà de CO'Met, il prévoit l'exploitation du Zénith voisin, du centre de conférences et de l'aire événementielle Chapit'O. C'est tout un ensemble de structures que GL events se voit confier. Le principe d'une telle délégation avait été acté il y a un an déjà. « L'idée était de tout mettre ensemble pour une unité d'exploitation, explique Charles-Eric Lemaignen, vice-président de la Métropole, et surtout éviter tout risque d'auto-cannibalisation de ces équipements ».
Plusieurs candidats s'étaient alors mis sur la ligne de départ lors de l'appel d'offres, mettant GL events au coude à coude avec S-Pass TSE (groupe de Marc Ladreit de Lacharrière), alors associé à AZ Prod.

Un ensemble cohérent pour une capitale régionale

Le complexe est imposant, à la taille d'une ville européenne et des manifestations qu'elle entend recevoir. Congrès internationaux, tournois de tennis et de basket, salons professionnels et grand public, concerts et one-man-shows, voire même, concerts acoustiques ; Orléans ne s'interdit plus grand-chose en matière de manifestations.
Il faut dire qu'avec cet équipement dernier cri, l'événementiel orléanais change de dimension, et même de paradigme. En 1963, dans l'idée de construire un parc des expositions, la municipalité d'Orléans avait acheté une propriété privée en limite Sud de la ville. Le château de la Motte-Minsard est détruit, le terrain est aménagé et le parc des expositions construit. En avril 1967, le maire d'Orléans Roger Secrétain, inaugure le complexe qui accueillera alors les foires-expositions, les fêtes foraines et même des manifestations d'athlétisme indoor !
Cinquante ans plus tard, l'ensemble donnait l'image d'un parc vieillissant et désuet. Alors que la construction d'une nouvelle installation s'impose, c'est l'ensemble des infrastructures événementielles orléanaises qui est reconsidéré.
Le Centre de conférences en centre-ville est limité par sa jauge de 450 personnes, idem pour le Zénith qui a bien reçu Johnny mais pour un concert qui passerait presque pour intimiste à l'image de la star !
En 2019, après que furent étudiés et abandonnés de multiples projets, dont celui d'une Arena, débutait la déconstruction du nouveau site événementiel. 140 millions d'euros plus tard, CO'Met, a donc vu le jour, avec un parking adapté et une station de tramway qui le place à moins de 10 minutes du centre-ville.

Ce qu'il faut savoir de CO'Met

- Parc des Expositions de 15 000m²
- Palais des Congrès pouvant accueillir jusqu'à 2 000 congressistes
- Auditorium 1 000 places
- Salles de sous-commission
- Salle sportive de 10 000 places aux normes des fédérations sportives

« Et en plus il est beau » !

Charles-Éric Lemaignen, est l'actuel PDG d'OVLE, Orléans Val de Loire Equipement. Il assure la direction, et donc la gestion des infrastructures jusqu'au 31 décembre. La passation de commandement va s'opérer en douceur entre la métropole et GL events. Ce dernier récupèrera les quatre équipements et sera garant de la venue des événements et de la qualité de la programmation.
« Pour autant, on ne leur laisse pas les clefs du camion, insiste C.-Éric Lemaignen. *La collectivité garde la main sur certains points comme la gestion des gratuités accordées, ou la liaison avec les entreprises locales. On a demandé par exemple qu'hormis la sécurité des bâtiments, GL events référence des prestataires locaux en priorité ».*
La première manifestation officiellement annoncée est le salon de l'habitat le 30 septembre, mais la vraie rentrée de CO'Met sera pour janvier 2023.
Enfin, l'OLB, club de basket orléanais, y élira domicile très prochainement, quelle que soit sa situation en première ou deuxième division nationale.

Stéphane de Laage

Trois mois pour un job : et ça marche !

Le département du Loiret a mis en place un dispositif innovant d'accompagnement des bénéficiaires du RSA pour un retour à l'emploi en trois mois. Trois exemples de réussite parmi d'autres.

En cette belle matinée de début juillet, Charline, Remy, Vincent et Alaric sont assis dans l'herbe fraîche du parc Pasteur, à Orléans. Non pas pour un pique-nique, mais pour participer à un jeu de l'oie. Après avoir lancé un dé, chacun avance son pion sur les cases. Chacune représente les différentes étapes favorisant l'accès à un travail : faire son diagnostic individuel, valoriser ses compétences, avoir confiance en soi, rédiger son CV, savoir se présenter, etc... « *Sous une forme ludique, ce parcours reprend les différents thèmes du dispositif d'accompagnement que nous proposons aux bénéficiaires du RSA du département pour un retour à l'emploi* », explique Charline Peyrat, consultante emploi pour le Conseil départemental du Loiret.
Elle fait partie de l'équipe de dix consultants recrutés par le département dans le cadre du dispositif « *Trois mois pour un job* » lancé depuis la fin avril. Répartis sur quatre territoires du Loiret, ils « *coachent* » chacun de 20 à 30 personnes volontaires pour bénéficier de ce soutien individuel.

Un CDI, ça change la vie !

« *Chaque bénéficiaire signe une charte d'engagement pour s'inscrire dans la démarche*, ajoute Charline Peyrat. *Le parcours débute par un diagnostic individuel de définition des objectifs et comprend ensuite des étapes de valorisation des compétences, de développement de la confiance, et de préparation aux entretiens de recrutement avant des rencontres avec les entreprises sous forme de visites ou de stages.* »
Remy, 36 ans, a bénéficié de ce soutien. Titulaire d'un BEP d'électrotechnicien, il a multiplié les contrats d'intérim pendant dix ans avant de connaître le chômage en raison de la crise sanitaire. « *L'accompagnement m'a permis de reprendre confiance en moi et d'être plus à l'aise en entretien de recrutement* », explique-t-il. Cela lui a été très utile puisqu'il a pu décrocher un CDI de conducteur de ligne automatisée à la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel. « *Un CDI, cela change la vie. Je vais pouvoir acheter une voiture et trouver un logement* », se réjouit-il.

Contrairement aux apparences, ces trois bénéficiaires du RSA réunis autour de l'animatrice Charline Peyrat (deuxième à gauche), ne pique-niquent pas au parc Pasteur, mais participent à un jeu de l'oie sur le thème de l'emploi.

> *« Un CDI, cela change la vie. Je vais pouvoir acheter une voiture et trouver un logement »*
> *Remy*

Nouvelle motivation

Vincent, 25 ans, était au chômage depuis deux ans malgré un Bac +2 en ressources humaines et une licence en psychologie. « *Le parcours m'a remis dans la vie active et m'a donné une nouvelle motivation* », reconnaît celui qui va intégrer la Maison des Examens à Arcueil.
Alaric, 32 ans, avait choisi la voie des arts graphiques, mais galérait beaucoup pour vivre de l'activité de dessinateur indépendant. « *Grâce au diagnostic individuel et à l'analyse des compétences, je suis engagé dans une reconversion et je vais pouvoir suivre une formation à la rentrée pour obtenir un CAP en coiffure* » annonce-t-il.
Depuis le lancement du dispositif « *3 mois pour un job* », près de 130 bénéficiaires du RSA sont suivis chaque mois. 70 ont pu trouver un emploi et une quarantaine sont engagés dans des missions de courte durée. Des petits pas à l'échelle des 170 000 familles bénéficiaires du RSA dans le Loiret, mais un pas-de-géant pour chacune des personnes engagées vers une nouvelle vie.

Bruno Goupille

Solidarité financière très active

Le département du Loiret finance à hauteur de 100 millions d'euros le Revenu de Solidarité Active. Il soutient également pour 1,1 million d'euros le fonctionnement d'une trentaine de structures qui assurent l'accompagnement socio-professionnel de bénéficiaires du RSA.
Par ailleurs, le Département finance 1,9 million d'euros de contrats aidés, sous forme de Parcours emploi compétences et de postes dans les Ateliers Chantiers d'Insertion du territoire loirétain. Ils embauchent près de 700 bénéficiaires du RSA et autant d'autres publics éloignés de l'emploi.

Viticultrice installée à Cléry-Saint-André, Présidente de l'AOC Orléans, Valérie Deneufbourg est sur le point d'entamer ses dix-huitièmes vendanges. Rencontre avec cette femme créative et humaniste.

Valérie Deneufbourg viticultrice installée à Cléry-Saint-André.

Être Entrepreneure

1

◇ Si on devait inventer une recette de cuisine pour une bonne entreprise, vous mettriez quoi dedans ?

Je mettrais de la volonté, de la passion, une bonne dose de folie et de l'écoute. C'est important de prendre le temps d'être à l'écoute de son entreprise, de ses clients, des autres en général pour voir ce qui marche, ce qui ne marche pas et ne pas se voiler la face. Y aller quand ça fonctionne et accepter quand ça ne va pas, pour prendre une décision, le moment opportun.

2

◇ Votre conseil à quelqu'un qui veut se lancer ?

De se faire confiance et de trouver des réseaux pour avancer et ne pas être seul. C'est-à-dire trouver des personnes ressources, avec lesquelles on peut échanger librement pour confronter ses idées, ses manières de faire et de s'enrichir autrement et mutuellement. S'entraider, c'est important. Et puis, je conseillerais aussi d'oser et de tester, j'aime beaucoup la phrase de Mandela qui dit *« Cela semble impossible jusqu'à ce qu'on le fasse »*.

Business model

3

◇ Rester dans son bureau ou aller découvrir le marché ?

Découvrir le marché bien sûr ! Car on y fait des rencontres, on y découvre des produits, de nouvelles personnes. Et puis surtout, on est à l'extérieur ! Je pense que les humains ne sont pas faits pour vivre qu'à l'intérieur. Autant, j'aime être dans mes vignes, à faire la taille, que dans mon chai à partager avec des clients. Ce n'est pas pour rien que mon exploitation s'appelle *« Un vin, une rencontre »*.

Parlons de vous

4

◇ Quelle est votre routine anti-stress ?

Passer du temps avec ceux que j'aime, mes enfants et petits-enfants. Le tout, c'est d'être ensemble peu importe les activités : faire des jeux, mettre en bouteilles avec ma petite fille de 3 ans. Mon régal, c'est de faire partager des bons moments à ma famille et mes amis. On a des métiers où on est 24h/24 dedans, avoir des coupures nettes ça permet de se ressourcer.

5

◇ Vous êtes particulièrement douée pour...et pas douée pour...

Je dirais que j'ai une certaine faculté à entrer en relation avec les gens.
Et je ne suis pas douée pour tout ce qui est de l'ordre de la mécanique (rires), heureusement que j'ai des personnes ressources pour ça ! Ce qui ne m'empêche pas de savoir parfaitement conduire un tracteur et de manier les outils agricoles !

6

◇ Si vous pouviez être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimeriez-vous être ?

Sœur Emmanuelle. Pour moi, elle fait partie des gens qui ont énormément donné en faisant abstraction de ce qu'ils pouvaient être ou de ce qu'ils pourraient avoir. J'imagine qu'en portant son attention aux plus démunis, en étant porté vers les autres, il y a un enrichissement incroyable. C'est ce que j'essaie de faire en accueillant des prisonniers pour travailler au chai. Je ne voudrais pas me retrouver à la fin de ma vie sans y avoir mis du sens.

Émilie Marmion

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

GRETA CŒUR 2 LOIRe

CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR AVEC LE GRETA COEUR 2 LOIRe

CONTACT

contact.greta-c2l@ac-orleans-tours.fr
02.38.49.12.12

LES FORCES

DU CONSEIL
aux particuliers
aux entreprises

DES FORMATIONS
sur mesure
plus de 10 domaines

DE L'ACCOMPAGNEMENT
aux projets
aux mutations

L'ENGAGEMENT QUALITÉ
labellisation Eduform
démarche d'Amélioration Continue

L'OFFRE DE FORMATION

- FORMATIONS DIPLOMANTES ET CERTIFIANTES
- ÉLIGIBLES AU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)
- MODALITÉS DE FORMATION : PARCOURS INDIVIDUALISÉS, EN CENTRE ET/OU EN ENTREPRISE (ALTERNANCE)

. Bâtiment Travaux Publics
. Industrie
. Automobile / Logistique / Transport
. Santé / Sanitaire / Social
. Hygiène / Prévention / Sécurité

. Hôtellerie / Restauration / Tourisme
. Commerce / Banque / Assurance
. Ressources Humaines / Management
. Secrétariat / Comptabilité / Gestion
. Artisanat / Métiers d'Art

. Numérique / Bureautique / Informatique
. Compétences Clés / Remise à Niveau
. Langues / Français Langue Étrangère
. Bilan de Compétences / Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

LES EXPERTS ENGAGÉS

LES ÉQUIPES COMMERCIALES
accueillent, informent et répondent aux besoins des entreprises et des particuliers

LES CONSEILLERS EN FORMATION CONTINUE
analysent les besoins, proposent des solutions de formation sur mesure, conseillent et accompagnent les acteurs et les organisations

LES CONSEILLERS EN INSERTION PROFESSIONNELLE ET LES PSYCHOLOGUES DU TRAVAIL
accompagnent à l'insertion professionnelle et analysent les pratiques professionnelles

LES FORMATEURS, INTERVENANTS ET COORDONNATEURS PÉDAGOGIQUES
transmettent de nouvelles compétences, créent les conditions de la réussite et accompagnent les stagiaires tout au long du parcours de formation

LES ÉQUIPES ADMINISTRATIVES ET DE GESTION
assurent le suivi administratif et financier, répondent aux attentes des clients

GRETA-C2L.FR

Groupement Évolution accompagne les salariés et les travailleurs indépendants dans leur parcours professionnel

© Freepik - Cookie studio

Chargé de déployer le conseil en évolution professionnelle en région Centre-Val de Loire, Groupement Evolution tire un premier bilan de l'accompagnement gratuit qu'il propose aux salariés du secteur privé et aux travailleurs indépendants.

« Un service qui doit se démocratiser, un espace privilégié qui doit devenir un réflexe ! » C'est ainsi que Caroline Trinh, directrice de projet Conseil en évolution professionnelle, présente le dispositif proposé par Groupement Évolution. Chaque salarié de secteur privé ou travailleur indépendant peut en effet faire appel à un conseiller en évolution professionnelle (CEP) tout au long de sa carrière. Ce service lui permet d'être accompagné dans ses projets de formation, certification, reconversion, mobilité, validation des acquis de l'expérience ou création d'entreprise. *« Il s'agit d'un droit du salarié ou du travailleur indépendant,* souligne la jeune femme. *L'accompagnement est gratuit et personnalisé. Il est également confidentiel : la démarche est complètement personnelle. Un tel dispositif donne la main aux actifs du secteur privé et aux travailleurs indépendants sur leur avenir professionnel. Le rôle des CEP est de les écouter, de leur permettre de prendre du recul, de s'assurer que leur projet collera au marché du travail et de sécuriser au maximum leur choix en prenant en considération les avantages de cette nouvelle voie mais aussi ses contraintes. »*

Un outil pertinent pour prendre du recul sur sa situation professionnelle

Le premier rendez-vous, en présentiel ou distanciel, permet d'identifier les besoins et de donner les premières orientations. *« Ce premier contact permet de poser les choses, de découvrir le parcours du salarié ou du travailleur indépendant, de le laisser s'exprimer sur ses attentes et ses envies mais aussi sur ses besoins réels,* commente Caroline Trinh. *Notre accompagnement ne passe pas forcément par une démission. Le salarié peut être par exemple orienté vers une évolution interne si on constate qu'il se sent bien dans son entreprise mais qu'il a envie d'aller plus loin dans ce qu'il peut lui apporter. Il s'agira, dans ce cas-là, d'une co-construction avec l'entreprise. »*

Depuis fin 2019, un salarié ayant plus de cinq ans d'ancienneté peut démissionner et bénéficier d'allocations chômage (dispositif démissionnaire) s'il a un projet professionnel que le CEP estime solide. Groupement Évolution constitue alors le dossier qui sera évalué. *« Un salarié qui veut partir partira. L'important alors pour l'entreprise est de conserver une belle marque employeur en l'accompagnant dans sa démarche, ce qui lui permet d'avoir le temps de recruter un remplaçant et de procéder correctement au passage de relais. »*

Les retours sont très positifs. Par exemple, 80 % des personnes ayant un projet de création d'entreprise et ayant été accompagnées par un CEP l'ont concrétisé. À l'instar de Cyril, cadre du privé démissionnaire. Son orientation vers Groupement Évolution fut *« un heureux hasard : j'ai bénéficié d'un très bon accompagnement et reçu des réponses aux questions que je me posais. »*

Focus

Depuis 2020, en région Centre-Val de Loire, 8 294 salariés ont contacté Groupement Évolution. 7 072 ont bénéficié d'un entretien de premier niveau pour faire le point sur leur situation. 2 131 personnes ont activé un accompagnement au projet.

La Poste, nouveau partenaire de l'École de la Deuxième Chance d'Orléans

Le 21 juin dernier, l'École de la Deuxième Chance (E2C) d'Orléans a signé une convention de partenariat avec le groupe La Poste, deuxième plus gros employeur en France après l'État, et Formaposte Midi Atlantique. Cette collaboration entend ouvrir de nouvelles portes aux jeunes en situation d'échec scolaire.

Avant cette signature, les élèves de l'E2C ont présenté une scène de théâtre. Leur objectif est simple. Former trois mots avec les lettres à leur disposition : Partenaire La Poste. Un clin d'œil à la convention de partenariat signée entre l'E2C, le groupe La Poste et Formaposte. *« L'E2C accueille des jeunes en très grande difficulté car en dehors du système scolaire depuis plus d'un an,* explique François Guerrier, président de l'E2C. *Ils sont accompagnés pendant 38 semaines, dont sept semaines de stage en entreprise. »*

« Inventer ensemble »

Dans ce contexte, Béatrice Tourette, déléguée régionale du groupe La Poste en région Centre-Val de Loire, entend *« accompagner les jeunes dans l'accomplissement de leur projet. »* Tous les ans, les besoins en recrutement du groupe La Poste restent importants. Grâce à la signature de cette

convention, la société s'engage à organiser des visites des sites de La Poste, à mettre en relation ces jeunes avec les collaborateurs du groupe et à leur faire découvrir les métiers et les formations proposés par La Poste. Les élèves pourront notamment réaliser un stage pratique ou bien signer un contrat d'alternance ou d'apprentissage au sein du groupe. L'alternance entend à terme faciliter l'insertion professionnelle, et plus généralement dans la société, de ces jeunes, notamment à La Poste ou bien dans d'autres entreprises. Dans ce contexte, 75% des jeunes qui étaient en alternance à La Poste sont en emploi à la fin de leur contrat. Le groupe s'engage également à participer aux séances de préparation des entretiens d'embauche dispensées au sein de l'E2C. *« Il y a ce qu'on écrit dans cette convention et il y a ce qu'on va inventer ensemble »* résume Béatrice Tourette. La convention de partenariat a également été signée par Éric Ravaute, directeur de Formaposte Midi Atlantique. Créée en 2004 par et pour La Poste, cette institution destinée à la formation professionnelle s'élargit à la région Centre-Val de Loire avec cette signature.

Maxence Yvernault

PUBLI-INFORMATION | BANETTE

Philippe Auger : de l'École Banette à sa propre boulangerie

A 58 ans, Philippe Auger est propriétaire de la boulangerie Banette à Dhuizon (41). En 2013, l'ancien cadre dans la distribution spécialisée fait le choix de la reconversion professionnelle et réalise une formation de six mois à l'École Banette pour être patron de son propre commerce.

En octobre 2013, Philippe Auger débute sa formation à l'École Banette. Il passe quatre mois à l'École et deux mois en entreprise. Pourquoi avoir choisi le métier de boulanger ? *« J'aime le pain, ses différentes variétés, sa complexité dans la fabrication. Le pain est un produit très apprécié en France,* répond-il. *Mon fils est pâtissier et il est venu s'intégrer dans le projet ».* Soutenu également par sa femme Sylvie, ancienne secrétaire médicale, celle-ci gère désormais la partie vente.

Allier théorie et pratique

Connaissant le groupement et l'École Banette, Philippe Auger choisit cette formation car *« tout le monde est motivé et on est en immersion. On vit tous ensemble, jours et nuits. L'approche est à la fois théorique et pratique. On travaille pour être un futur boulanger, mais surtout pour être un futur chef d'entreprise ».*
« Banette est un groupement de meuniers qui bénéficie d'une notoriété spontanée auprès des consommateurs, poursuit le boulanger. Il ne s'agit pas d'une franchise ! Le patron reste indépendant et exploite son entreprise comme il l'entend. Le nom Banette est aussi un gage de qualité ». Philippe Auger termine sa formation au printemps 2014 et

cherche alors à acheter un fonds de commerce. Dans ce contexte, il bénéficie de l'aide d'un meunier distribuant de la farine Banette qui l'accompagne avant et après sa formation et qui lui présente plusieurs fonds de commerce à vendre. Le jeune boulanger décidera finalement de reprendre la boulangerie de Dhuizon (41).
Désormais chef d'entreprise et artisan-boulanger, Philippe Auger a l'occasion d'utiliser les compétences qu'il a acquises dans le cadre de son ancien métier de directeur commercial, notamment en ce qui concerne le management de son équipe de six personnes et les négociations des achats de matières premières dont il a besoin. *« Je maîtrise les indicateurs me permettant d'être dans les clous au niveau de mes marges »* conclut le patron.

Enedis recrute !

En Centre-Val de Loire, Enedis, le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, recrute les acteurs de la Nouvelle France Electrique. Portrait d'une entreprise en pleine évolution, qui ne manque pas de mettre ses engagements RSE (responsabilité sociétale des entreprises) au cœur de son projet de développement.

Entreprise de service public en charge de la gestion, de l'entretien, de l'exploitation, de la modernisation et de la digitalisation du réseau électrique, Enedis a pour habitude de lancer des campagnes de recrutement à chaque début d'année. En région Centre-Val de Loire, le gestionnaire de distribution d'électricité a ainsi recruté une centaine de collaborateurs depuis 2019 pour compléter une équipe déjà composée de plus de 1200 salariés et de 70 alternants sur 27 sites dans la région.
Cette année encore, la Direction Régionale Centre-Val de Loire d'Enedis embauche 70 nouveaux collaborateurs. Cette campagne de recrutement a un goût tout particulier, tant l'entreprise de service public se trouve à un tournant de son histoire face à de nouveaux défis techniques, technologiques et écologiques.
« Notre enjeu actuel est de bâtir la Nouvelle France Electrique pour réussir la transition écologique. Nous connaissons depuis plusieurs années une forte croissance d'activité qui va aller en s'accentuant avec une hausse des demandes de raccordements au réseau électrique et l'essor des énergies renouvelables. Dans le même temps nous avons ce défi qu'est la Nouvelle France Electrique, unique dans l'histoire de l'entreprise et de notre pays », explique la Directrice des Ressources Humaines d'Enedis Centre-Val de Loire, Cécile Haimmerlin.

Bâtir la Nouvelle France Electrique représente un enjeu colossal qui nécessite la modernisation et la transformation d'un réseau électrique qui fait 35 fois le tour de la terre. Mais pas seulement ! *« Une utilisation raisonnée des différents usages, le développement des véhicules électriques et des bornes à recharge rapide, ou encore le raccordement des producteurs d'énergies renouvelables…On doit innover plus que jamais en faveur de la transition écologique »*, commente Cécile Haimmerlin. *« Nos métiers évoluent, ils vont encore évoluer, le message que l'on passe en phase de recrutement aux candidats c'est que nous rejoindre c'est prendre part à tous ces challenges qui nous attendent et les relever à nos côtés »*, prolonge-t-elle. Chez Enedis, chaque métier est un défi, dit-on alors.

Les engagements RSE au coeur du projet d'entreprise

« Nous sommes déjà en phase de recrutement. Nous embauchons des profils allant du CAP au BAC +5, des personnes qui souhaitent aussi bien travailler dans des métiers techniques que tertiaires », indique Cécile Haimmerlin. En CDI, Enedis a déjà ciblé plusieurs profils pour venir garnir ses effectifs : un chargé d'affaires, un chargé de l'exploitation et un technicien de l'électricité, des postes qui se déclinent au masculin comme au féminin. En outre, l'entreprise recherche des alternants. *« Il faut savoir qu'un de nos collaborateurs sur trois est issu de l'alternance, c'est un vivier fondamental pour nous. À terme, nous avons l'ambition de pourvoir 30 % de nos postes par des salariés que nous avons formés en alternance »*, précise la Directrice des Ressources Humaines, avant de poursuivre : *« On ne fait pas que de l'apprentissage pour les jeunes d'ailleurs, mais aussi des contrats de professionnalisation pour les personnes en réorientation. »* D'autre part, explique cette dernière, les salariés de l'entreprise de service public ont accès régulièrement à des formations pour monter en compétences, s'adapter à un nouveau métier, ou se reconvertir. *« Il ne se passe pas deux ans sans que chacun de nos salariés ait pu avoir accès à une formation. On les forme tout au long de leur carrière. On leur propose des formations sur des compétences transverses, telles que les langues, ou la prise de parole. Ces formations ont pour but de permettre à tout le monde de s'épanouir »*. Pour l'épanouissement et le bien-être de ses salariés, tant sur un plan personnel que professionnel, le gestionnaire du réseau de distribution électrique assure faire le maximum, en mettant notamment ses engagements RSE au coeur de son projet d'entreprise. La santé et la sécurité tout d'abord. *« Nous faisons en sorte de sensibiliser tous nos salariés et nos prestataires aux risques électriques, nous voulons progresser en matière de sécurité et de santé au travail pour éradiquer à terme les accidents potentiellement graves »*, indique Cécile Haimmerlin.

La Directrice des Ressources Humaines d'Enedis Centre-Val de Loire, Cécile Haimmerlin.

« On cherche aussi à féminiser nos métiers, à casser les idées reçues »

Les questions de mixité, de diversité, d'inclusion et d'égalité font parties des valeurs chères d'ENEDIS . *« À Enedis Centre-Val de Loire, on contribue à l'emploi d'un certain nombre de travailleurs en situation de handicap (58 travailleurs en situation de handicap travaillent actuellement pour Enedis Centre-Val de Loire, soit 5% de l'effectif global), et on cherche aussi à féminiser nos métiers, à casser les idées reçues.*

Généralement, les gens ont pour idée que les métiers de l'électro-technique sont davantage réservés aux hommes, mais c'est faux ! Ils sont tout autant adaptés aux femmes qu'aux hommes. »
Pour bousculer ces préjugés, l'entreprise a entamé ces dernières années un travail de fond avec les écoles et les institutions, *« et aussi les parents »* rajoute la Directrice des Ressources Humaines. *« On veut absolument augmenter la proportion de jeunes filles dans nos filières »*, argue cette dernière. Actuellement, 23 % des effectifs du gestionnaire de distribution d'électricité en Centre-Val de Loire sont des femmes. 21 % d'entre elles travaillent d'ailleurs dans les métiers techniques. *« Notre conviction c'est que notre performance collective repose avant tout sur la diversité des talents et des compétences indépendamment du genre, des croyances, des modes de vie ou des origines ethniques de nos collaborateurs. Cette diversité ressemble à notre environnement, à nos clients, aux gens pour lesquels on travaille. C'est important que l'entreprise ressemble à son environnement. »*

Informations pratiques :
- Adresse mail pour postuler :
CEN-Recrutement@enedis.fr

Chiffres clés :
- 1210 salariés
- 70 alternants
- 23% de taux de féminisation
- 58 travailleurs en situation de handicap soit environ 5% de l'effectif global
- 70 postes à pourvoir
- Une centaine d'embauches ces 3 dernières années
- 23% des effectifs en région CVL sont des femmes
- 28% de recrutements féminins en 2021
- 21% de femmes dans les métiers techniques
- 12% des femmes sont cadres
- En 2021 - 56 000 heures de formation

« L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes était quelque chose d'important pour moi »

Ex-office manager dans l'optométrie, Marie Clowez a signé le 1er juillet 2022 un CDI avec Enedis Centre-Val de Loire. De sa reconversion professionnelle à son intégration dans l'entreprise de service public, elle témoigne.

Un bac S, des études de droit et d'expert comptable, puis un poste d'office manager dans l'optométrie : sur le papier rien ne destinait Marie Clowez à occuper un poste de superviseur d'accès électrique chez Enedis Centre-Val de Loire, et pourtant. *« Je suis arrivée chez Enedis un peu par hasard »*, retrace cette dernière. *« J'adorais ce que je faisais, mais je devais quitter mon travail pour des raisons personnelles. Je n'avais pas envie de ne rien faire et un ami m'a dit qu'Enedis cherchait un poste en intérim. Au départ, je pensais faire ça en attendant de trouver autre chose »*. Trois ans plus tard, plusieurs services en tant qu'intérimaire, une longue formation - *« entre six mois et un an »* -, du e-learning, des manipulations sur le terrain, et un contrat en CDI à l'issue. Une entreprise impressionnante au départ, dit-elle, du fait de son maillage national, notamment. Mais également une entreprise qui fait attention à ses salariés et à ses clients. Et partant, qui a fini par trouver grâce à ses yeux. *« On sent que c'est un groupe, et c'est ce que j'ai vraiment apprécié. C'est rare dans les grandes entreprises. Avant j'avais toujours fui les grands groupes. Et puis ici j'ai toujours été avec une très bonne équipe, très dynamique, entourée de beaucoup de profils différents, de personnes qui viennent d'autres métiers, d'autres qui sont sortis d'écoles. J'aime apprendre de nouvelles choses aussi, c'était un monde que je ne connaissais pas du tout »*, confie Marie Clowez, pour qui les engagements RSE de l'entreprise ont également été des déterminants de son bien-être au travail. *« L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes était quelque chose d'important pour moi, par exemple. Ici, c'est très facile à vérifier. L'entreprise a mis en place une grille salariale. En fonction de notre niveau de diplôme à l'embauche, de notre ancienneté, on touche tel salaire, et puis voilà. Il y a une équité qui se fait d'office et c'est très appréciable. »*

En tant que superviseur d'accès électrique, Marie Clowez s'occupe des dépannages sur tout le réseau. Plus précisément, grâce à un visuel informatique sur le réseau électrique en temps réel, elle pilote à distance les interventions des techniciens. *« Le but c'est de faire du dépannage préventif, c'est-à-dire d'intervenir avant même que le client soit impacté »*, explique-t-elle. Un travail qui lui plaît, même si cette nouvelle embauchée reconnaît penser tout de même au coup d'après. En effet, l'entreprise de service public proposant plusieurs parcours professionnels à ses salariés, ainsi que la possibilité d'évoluer et de changer de service grâce à des formations habilitantes, cette ancienne office manager dans l'optométrie pourrait bien retrouver un poste similaire dans un service d'Enedis Centre-Val de Loire. *« J'y pense, pourquoi pas. Le côté manager me plaisait beaucoup dans mon ancienne vie. Et l'entreprise m'accompagnerait, et me formerait surtout. C'est un groupe au sein duquel on peut rester à vie, tant qu'on est curieux et qu'on a envie d'apprendre »*, conclut-elle.

Marie Clowez.

Le CFA des Universités Centre-Val de Loire fête ses 18 ans

Le bel âge, celui de tous les possibles et de toutes les conquêtes était fêté au domaine de La Porte Dorée à Cheverny le 9 juin dernier. Avec une météo estivale et au cœur des vignes, l'anniversaire des 18 ans du CFA des Universités Centre-Val de Loire a rassemblé près de 150 personnes. Parmi eux les pionniers, fiers et heureux.

2301 apprentis plus tard...

En 2004 le CFA, en tant qu'association visant à promouvoir et à développer l'apprentissage dans les universités, était créée pour accueillir ses premiers apprentis répartis dans neuf formations.

18 ans plus tard, le pari est tenu avec des chiffres à la hauteur de l'ambition puisque, pour l'année 2021-2022, ce sont 2301 apprentis qui ont été formés (soit une hausse de 11,7 % par rapport à 2020) et répartis dans l'une des 148 formations proposées au catalogue, allant du Bac +3 (BUT) au Bac+5 (Master).

Frédéric Dalisson, Président du CFA des Universités Centre-Val de Loire y voit *« la confirmation de la capacité du CFA à accompagner davantage d'apprentis et de répondre aux attentes des employeurs du privé comme du public. Il convient également de souligner dans un contexte encore marqué par la pandémie, l'engagement collectif sans faille des équipes pédagogiques universitaires et de celle du CFA des Universités. »*

Progressivement, le CFA s'est inscrit dans le paysage de l'insertion professionnelle en cultivant l'art de l'excellence avec des formations qualitatives et un réel accompagnement de ses apprentis et des entreprises.

Éric Blond, Président de l'Université d'Orléans met d'ailleurs en exergue le *« modèle économique du CFA donnant les moyens aux formations. Il a indéniablement trouvé son public. »*
Arnaud Giacometti, Président de l'Université de Tours partage de son côté sa vision de *« l'apprentissage, un formidable ascenseur social et une chance pour nos jeunes. »*

Le taux de réussite au CFA des Universités est élevé et de l'ordre de 91 %. 55 % des diplômés sont entrés dans la vie active et 36 % poursuivent leur cursus scolaire.

Des partenaires unanimes sur la co-construction CFA/Entreprises

Orange et ses 238 apprentis formés, CER France et ses 70 apprentis formés, ou encore

Frédéric Dalisson Président du CFA des Universités.

Éric Blond et Arnaud Giacometti.

MSL Circuits et ses 109 recrutements d'apprentis sont unanimes sur le rôle de conseiller, de facilitateur et d'interlocuteur privilégié joué par le CFA depuis 18 ans.

Clémence Riotte, Responsable recrutement et formation chez Procter & Gamble témoigne ainsi de *« la diversité de formations du CFA permettant de bâtir les compétences dont nous avons besoin demain en entreprise. »*

Françoise Le Vézu Directrice du CFA des Universités Centre-Val de Loire rappelle *« le caractère interprofessionnel du CFA grâce à une offre de formation reflet des besoins des entreprises. Pour les entreprises, le CFA constitue également un vivier de candidats. Il capte les offres des entreprises, analyse les besoins, oriente vers la bonne formation, s'occupe du contrat et trouve le bon candidat. »* Plus de 400 tuteurs et plus de 1900 maîtres d'apprentissage sont engagés et présents pour les apprentis tout au long de l'année.

Un modèle régional exemplaire tourné vers 2024

L'anniversaire a été l'occasion pour le CFA de présenter son plan stratégique 2024 construit autour de quatre valeurs que sont la collaboration, l'agilité, la proximité et l'écoute. Comme le rappelle le Président Frédéric Dalisson *« ce qui motive l'équipe du CFA des Universités pour aller de l'avant, explorer et faire toujours mieux, c'est la réussite de l'apprenti à s'insérer professionnellement et celle de l'entreprise à intégrer un nouveau collaborateur pour son développement. »*

Anne Besnier, Vice-présidente à la Région Centre-Val de Loire déléguée à l'Enseignement Supérieur, à la Recherche et à l'Innovation a salué *« le travail mené par les équipes du CFA, les apprentis et les entreprises lesquels font vivre conjointement le territoire régional et l'assure : la région sera là pour les dix-huit prochaines années. »*

Cher CFA des Universités Centre-Val de Loire, nous vous souhaitons à nouveau un très bel anniversaire !

Camille Colloch

Les travaux de l'ESTP ont débuté sur le campus Madeleine à Orléans

L'École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, l'ESTP, arrive sur Orléans ! D'ici l'automne 2023, ce sont plusieurs centaines d'étudiants dans les domaines de la construction au sens large et de l'aménagement du cadre de vie qui seront formées sur le futur campus Orléans Madeleine.

L'ESTP, est l'établissement de référence qui forme en France le plus grand nombre de cadres dans le domaine de la construction au sens large (conception, construction, exploitation de bâtiments et d'infrastructures) et de l'aménagement du cadre de vie. Environ 3 000 élèves sont formés chaque année, du bac + 2 au bac + 8, sur les trois campus de l'école : Cachan, le site historique ; Dijon et Troyes. Un quatrième site est sur le point de voir le jour : Orléans Madeleine. Dans le cadre de son plan d'orientation stratégique, ESTP 2030, l'établissement souhaitait en effet ouvrir un nouveau site en région. *« L'ESTP souhaitait proposer une nouvelle offre de formation sur les territoires,* explique Antoine Bonte, adjoint au directeur des études. *Cette orientation stratégique est venue faire écho à l'appel à projet lancé par Orléans Métropole pour la création d'un pôle d'enseignement supérieur dans le secteur Carmes-Madeleine, à l'ouest du cœur de ville. »*

Créer des ponts entre les différentes composantes du pôle d'enseignement supérieur Orléans Madeleine

Les locaux historiques de l'hôpital Madeleine sont en train d'être réhabilités pour accueillir l'ESTP ainsi que la faculté Droit, Économie et Gestion de l'Université d'Orléans. *« Nous sommes fiers de participer au projet de campus Madeleine, une opération de développement urbain qui va redynamiser le quartier. Nous allons nous intégrer à un écosystème d'enseignement existant : nous serons en effet voisins de la faculté Droit, Économie et Gestion de l'Université d'Orléans et, nos élèves étant également de futurs gestionnaires, s'appuyant sur des notions économiques et juridiques, nous entendons bien créer des passerelles entre les étudiants et les professeurs, développer des projets communs…»*

L'ESTP devrait arriver dans la cité johannique en septembre 2023 et former, à terme, près de 400 étudiants : 75 % d'élèves ingénieurs et 25 % d'étudiants qui suivront un cursus bac + 3 (bachelor). Une spécificité viendra enrichir l'apprentissage orléanais : l'intelligence artificiel et les jumeaux numériques. *« Depuis toujours, notre priorité est d'articuler excellence pédagogique, adaptation de nos formations aux besoins des entreprises, et formation des cadres responsables dans l'acte de bâtir le monde de demain. »*

Les nouveaux indicateurs de performance des entreprises

Aujourd'hui, mesurer la performance d'une entreprise sous l'angle financier seul ne suffit plus. La santé des entreprises est mise à mal par le manque de main d'œuvre. Les salariés, plus uniquement motivés par le gain monétaire, s'intéressent à la marque employeur, son impact environnemental. Cette évolution sociétale impacte les entreprises qui doivent être attentives à de nouveaux paramètres pour s'assurer de leur performance.

Traditionnellement, les indicateurs de gestion des entreprises sont uniquement des données financières, induites par les obligations réglementaires comptables. On parle de chiffre d'affaires, de bénéfice, de capacité d'auto-financement, de l'excédent brut d'exploitation ou encore, pour des entreprises de plus grandes tailles, du poids dans le PIB. Toutefois, ces valeurs chiffrées, tournées la plupart du temps autour de notions monétaires, ne permettent pas toujours d'analyser les enjeux de transition écologique, de bien-être au travail ou d'impact territorial.

« *Les entreprises sont de plus en plus préoccupées par ces sujets,* précise Myriam Couty, spécialiste de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), *mais elles ont besoin d'être accompagnées. L'angle d'approche reste écologique, d'ailleurs, souvent, les dirigeants qui souhaitent mettre en place une démarche RSE pensent que le « E » correspond à Environnement. Leurs préoccupations sont orientées autour de la réduction de leurs consommations d'énergie, de leurs déchets ou vers l'instauration de circuits courts pour leurs approvisionnements. C'est une première étape de prise de conscience, mais je leur explique qu'il y a d'autres champs à investir comme l'aspect social, sociétal, les achats, la gouvernance pour que l'entreprise soit pleinement engagée dans une logique de responsabilité.* »

> *Aujourd'hui, mesurer la performance d'une entreprise sous l'angle financier seul ne suffit plus*

Néanmoins, on constate que les entreprises agissent sur ces volets, sans en avoir conscience. Des indicateurs existent, mais sont cloisonnés à une personne ou à un service. Par exemple, le service RH réalise et collecte les données de l'enquête sociale, laquelle n'est pas diffusée au conseil d'administration. Le responsable achat se démène pour trouver des fournisseurs au plus près, passe du temps à créer et suivre une charte de qualité dont personne ne soupçonne l'existence au sein de l'entreprise.

Pour Myriam Couty, « *ces nouveaux indicateurs de performance doivent être rattachés à une démarche globale. La transversalité est l'approche qui permettra aux entreprises de rester compétitives et attractives auprès de leurs clients, de remporter des marchés publics et de fidéliser leurs salariés.* »

Même si les ratios financiers occupent toujours la première place pour mesurer la santé économique des entreprises, les nouveaux indicateurs, tels que l'ancienneté des fournisseurs ou encore la provenance des matières premières, sont à prendre en considération pour affirmer les valeurs de l'entreprise et assurer son développement, en lien avec l'évolution sociétale.

Émilie Marmion

10 nouveaux indicateurs à suivre

- Enquêtes de satisfaction clientèle
- Nombre de rencontres partenaires
- Distance moyenne des fournisseurs en km
- Évolution de la consommation des flux (eau, électricité, déchets)
- Montant acheté aux entreprises locales/nationales
- Nombre d'interventions auprès de manifestations locales, de scolaires
- Ratio entre le salaire le plus haut et le plus bas
- Ancienneté moyenne des salariés
- Taux d'absentéisme
- Taux de parité au sein de la gouvernance (H/F – Age – Postes)

L'APIRJSO la Couronnerie se transforme en T'hand'M

En même temps qu'un changement de nom, c'est aussi un changement de modèle pour l'APIRJSO la Couronnerie qui devient T'hand'M et lance de nouvelles initiatives pour favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap.

Fidèle à ses principes de concertation, c'est par une démarche participative que le nouveau nom de l'APIRJSO la Couronnerie a été élaboré. Les familles, les salariés et les usagers de l'association, qui gère une vingtaine d'établissements d'hébergement et d'insertion par le travail de personnes en situation de handicap, ont été associés à la réflexion. Il est vrai que le sigle APIRJSO, qui signifiait à l'origine Association de Patronage de l'Institution Régionale des Jeunes Sourds d'Orléans, n'a plus grand-chose à voir avec l'étendue des activités actuelles de l'institution.
Adieu donc à l'APIRJSO la Couronnerie et bonjour à T'hand'M que l'on prononce « *Tandem* » pour souligner l'idée d'entraide, de soutien et d'accompagnement.

« *Ce nouveau nom marque aussi un changement, un virage que nous prenons autour d'un nouveau projet et d'une nouvelle présidente* » annonce Philippe Balin, le directeur général. Depuis juin 2021, en effet, Corinne Turra-Le Strat a succédé à Jean-Christian Lolmède qui a fait valoir ses droits à la retraite après 20 ans de présidence. Chargée de mission handicap pour le groupe Partnaire, Corinne Turra-Le Strat a souhaité cette nouvelle identité. « *J'y vois le signe d'une modernisation et d'un nouveau départ salutaire* », explique-t-elle. Preuve de cette évolution, un conseil scientifique a été installé en mars dernier afin de développer l'innovation dans les établissements de l'association. L'innovation passe, par exemple, par l'acquisition de deux Gyrolif, ce fauteuil roulant capable de se placer en position verticale mis au point par une start-up du Lab'O en partenariat avec l'ESAT de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin. D'autres projets sont à l'étude comme un dispositif de communication instantanée ambulatoire entre un malentendant et un valide. Il pourrait rendre possible le pilotage d'une voiture de rallye avec un co-pilote malentendant qui guidera le conducteur. La nouvelle appellation de T'hand'M prendrait alors tout son sens !

Présent dans huit départements et trois régions au travers d'une vingtaine d'établissements et de structures, T'hand'M accompagne près de 1 500 personnes en situation de handicap

Acteur important de l'accueil et de l'accompagnement des personnes en situation de handicap dans la Région Centre-Val de Loire ET Bourgogne Franche Comté, avec près de 800 salariés, l'APIRJSO LA COURONNERIE prend un nouveau virage, se transforme et devient T'hand'M.
Plus qu'un changement de nom, c'est un changement profond de modèle pour nos équipes et les personnes que nous accompagnons.

Corinne Turra-Le Strat, présidente, et Philippe Balin, directeur général, portent fièrement les couleurs de T'hand'M.

À l'appui de nos expertises et savoir-faire, nous construisons avec tous les acteurs des formules innovantes d'accompagnement des personnes en situation de handicap.
Nous faisons tomber les murs, en permettant à chacune et chacun d'être acteur des projets et actions menées.
Personnes accompagnées, professionnels, administrateurs et familles… Tous ensemble, nous allons plus loin pour l'inclusion des personnes en situation de handicap !

T'hand'M c'est :

Dans T'hand'M, il y a en majuscules le T comme toi et le M comme aimer. Il y a aussi « hand » comme handicap mais aussi comme la main en anglais, une main secourable.

• Une association loi 1901, d'utilité publique Laïque et Apolitique, résolument tournée vers l'Avenir.

• Une association qui met en œuvre la Solidarité, la paire-aidance et la participation au service des personnes en situation de handicap.

• Un Accompagnement qui considère qu'en mettant en action tous les acteurs (administrateurs, professionnels, personnes accompagnées, familles et partenaires), ensemble ils iront plus loin.

• Une plateforme d'accompagnement des publics en situation de handicap, a tous les moments de leur vie sur le territoire.

Mon métier ?
Chasseur de tête

Témoins directs de la pénurie de main d'œuvre et de candidats, les chasseurs de tête font face à une forte demande en termes de recrutement. Subissant la période actuelle de forte tension au niveau de l'emploi, ils sont de plus en plus sollicités par les entreprises souhaitant trouver la perle rare dont elles ont besoin.

On les appelle chasseurs de tête, cabinets de recrutement ou encore cabinets de conseils en Ressources Humaines. Ils ont une même mission : trouver le profil dont une entreprise a besoin. Aujourd'hui, tous les secteurs d'activités font appel à eux. Aussi bien le bâtiment, l'informatique, le monde juridique, l'industrie, le secteur agricole, les transports ou encore la restauration. Et ne vous trompez pas ! Les entreprises n'ont pas honte de solliciter un chasseur de tête. Selon Alexis Gouin, co-gérant de la structure recrutement au sein du Groupe Rhapsody, *« pour les entreprises, il y a un certain prestige à passer par un cabinet de recrutement et à faire appel à un chasseur de tête. »* Prestige financier également…Il faut compter généralement entre 15 000 et 20 000€ par recrutement.

> *« L'employeur cherche un savoir-être qui correspond au sien »*
>
> Alexis Gouin

Le savoir-être plutôt que le savoir-faire

Les sociétés qui contactent un chasseur de tête sont de tous types. Aussi bien des PME, des industries, des grands groupes ou encore des collectivités. *« Souvent, une entreprise vient nous voir en nous disant : « on a essayé par nous-mêmes, mais, on n'y arrive pas et on n'a pas le temps de s'en occuper »* poursuit Alexis Gouin.

Avec ses 17 collaborateurs, le Groupe Rhapsody gère actuellement une cinquantaine de recrutements en simultané. D'un côté, *« l'employeur cherche un savoir-être qui correspond au sien, des gens qui ont envie de travailler,* explique le co-gérant. *D'un autre côté, c'est souvent le candidat qui choisit son statut : un CDI, un CDD, du freelance ou de l'intérim. »* Et la chasse de tête concerne tous les types de métiers : chargé de clientèle, secrétaire comptable ou encore technicien de maintenance, mais aussi des métiers nécessitant davantage de compétences comme un directeur d'usine ou cadre-dirigeant.

Un chasseur de tête sachant chasser

Au cours d'un processus de recrutement en cinq étapes, un cahier des charges précis et complet doit d'abord être défini par le cabinet et l'entreprise cliente. Les moyens de recherche sont ensuite déployés par le cabinet pour trouver le bon candidat correspondant au profil recherché par la société cliente. Puis, cette personne est mise en relation et présentée au client. Une fois un entretien d'embauche réalisé, le cabinet effectue ensuite un bilan avec son client et avec le candidat. Si les deux décident de collaborer ensemble, généralement, le cabinet vérifie régulièrement si tout se passe bien et suit notamment l'évolution du nouveau salarié.
Chasseuse de tête depuis dix ans, Julie Praud travaille au sein du cabinet de recrutement Adeis RH depuis cinq ans. *« La chasse de tête, c'est définir différents scénarios avec l'entreprise pour identifier et trouver le bon candidat à notre client,* explique-t-elle. *Pour cela, il faut rechercher des profils sur LinkedIn et sur les bases de CV, gratuites et payantes. »*

Maxence Yvernault

Changer les pratiques des entreprises pour lutter contre la pollution lumineuse

Astronome amateur originaire du Loir-et-Cher, Marc Duvoux est correspondant à l'Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN) depuis 2011. Créée en 1999, cette association a fait de la lutte contre la pollution lumineuse son fer de lance.

La ville de Blois avant extinction.

« On n'est pas des intégristes de la nuit » prévient d'emblée Marc Duvoux. Mais, le constat est clair : la nuit, le ciel est de moins en moins observable à cause de l'éclairage artificiel. Ce dernier a également un impact négatif sur la vision, le sommeil et la santé de l'être humain, sur la biodiversité et les paysages nocturnes, sur la consommation d'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, le principal avantage de la limitation de l'éclairage est qu'elle permet aux particuliers, municipalités et entreprises de baisser leurs factures d'électricité, dans une période où l'énergie coûte de plus en plus cher. La question de la protection de l'environnement se pose également lorsque la lumière est mal utilisée. Cette dernière peut avoir des conséquences sur la biodiversité et notamment les insectes. Cassant le cycle jour-nuit, elle prive les prédateurs d'une nourriture de qualité. De plus, la pollution lumineuse est le deuxième facteur d'extinction des espèces de nuit après les pesticides.

Éclairer raisonnablement et par le bas

Depuis le 27 décembre 2018, un arrêté ministériel encadre l'éclairage public et privé. Pour réduire la pollution lumineuse, une entreprise peut régler l'orientation, la couleur, l'intensité et la hauteur de ses luminaires. Concernant l'orientation, l'éclairage doit se faire par le bas. Aucune émission de lumière ne doit donc se faire au-dessus de l'horizontale. Concernant la couleur, celle-ci doit davantage tirer sur le jaune. La lumière bleue est donc supprimée.

Marc Duvoux entre en contact avec de nombreuses entreprises, petites et grandes, pour les sensibiliser à la question de la pollution lumineuse. Par exemple, *« une petite entreprise éclairait son parking, mais aussi la forêt à côté,* explique-t-il. *J'ai demandé au patron d'incliner le luminaire à l'horizontal pour éclairer uniquement le parking. Il l'a fait. »* Autre exemple : *« Un chef d'entreprise a mentionné une question de sécurité et sa peur des cambriolages et des incivilités. Il a un parking ouvert et il avait peur qu'on lui vole du carburant. Je lui ai dit qu'il pouvait installer des détecteurs de présence et des caméras infrarouges ou de vidéosurveillance. »*

> *« Éclairer en permanence est stupide »*
> Marc Duvoux

La nuit, *« éclairer en permanence est stupide »* poursuit Marc Duvoux. En affirmant cela, il s'adresse notamment aux entreprises de logistique souvent situées aux abords des routes et autoroutes. *« La réflexion avance au sein de ces entreprises. Mais, parfois, à 1h du matin, une couronne de lampadaires allumés entoure les entrepôts et je me demande : est-ce qu'il y a vraiment besoin de ça ? »* D'autant plus que les entreprises ne sont pas démunies face à cet enjeu. *« Aujourd'hui, l'éclairage intelligent existe. Une entreprise peut éteindre ses lumières à distance grâce à un téléphone portable »* conclut Marc Duvoux.

Pour aller plus loin et rencontrer un correspondant local : **www.anpcen.fr**

Maxence Yvernault

CULTURE PRIVÉE, LA PASSION POUR MOTEUR

© Freepik

La culture n'est pas un bien de consommation comme les autres. En faire commerce est une aventure, un pari sur l'avenir. Sans aucune subvention de fonctionnement, les entreprises culturelles privées sont néanmoins au coude-à-coude avec les institutions, propriétés d'État ou de collectivités. Pourtant, aucune acrimonie et pas de jalousie dans le discours des propriétaires. La culture est une passion qu'ils assouvissent, sans cesse à la recherche de nouvelles créations, un œil rivé sur le bilan.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Les réussites sont parfois hors normes, comme celles du ZooParc de Beauval, qui dame le pion à Chambord et dépasse le million et demi de visiteurs.
Les châteaux de Cheverny et du Clos-Lucé, les jardins de Villandry, n'ont pas de telles prétentions, mais tirent superbement bien leur épingle du jeu culturel.
S'engager dans une entreprise culturelle est un pari pour certains, un devoir patrimonial pour d'autres. Mais quel que soit leur engagement, ils ont la passion pour principal moteur. *« On ne fait pas vraiment fortune, s'accordent-ils, mais c'est l'aboutissement d'une envie farouche de réaliser ce à quoi l'on croit ».*
Ils sont libraires, gérants de cinéma, producteurs de théâtre, galeristes ou châtelains (oui, c'est un métier.)… Ils ont pour point commun de réussir passionnément la gestion de leurs entreprises.

Le Château de Villandry, et les jardins qui font sa réputation mondiale, sont la propriété d'Henri Carvallo.

« Si on ne le fait pas maintenant, on va le regretter »

Au-delà du temps et de l'expérience, quand un projet fonctionne, c'est grâce à l'engagement inscrit dans les gènes du porteur. En témoigne le nombre d'initiatives qui voient le jour sans lendemain. *« Il faut être farouchement engagé,* témoigne Laura Capazza, de la galerie éponyme à Nançay dans le Cher. *C'est l'une des clefs de la recette. Il faut aussi compter sur les rencontres providentielles, savoir embarquer les gens avec soi, avoir de la folie et de l'utopie certainement. Enfin, il faut une part de chance »*, reconnaît encore Laura. Puis quand l'histoire est lancée, il faut la faire durer. À l'aube de chaque projet, s'écrit la même phrase *« si on ne le fait pas maintenant, on va le regretter »*.
Chaque année est un nouveau départ et les mêmes questions se posent. Le prévisionnel ? Oui bien sûr, mais qu'importe, les charges à couvrir sont connues. *« Le résultat n'est pas l'objectif premier,* observe Laura Capazza, *mais plutôt la défense des artistes et des collectionneurs. Quand on parle de culture, on joue sur la ligne de confiance, l'honnêteté et la sincérité »*. Sans doute, est-ce pour cela qu'une galerie comme Capazza reçoit plus d'un millier de candidatures d'artistes par an ; ils ne s'y trompent pas.

La galerie d'artistes, Capazza à Nançay, expose des peintres, verriers, sculpteurs, photographes et orfèvres, certains de renommée mondiale, depuis plus de cinquante ans.

> *« Il faut un grain de folie pour transformer l'inconscient en projet »*
>
> Laura Capazza

L'équilibre économique n'interdit pas le coup de poker

Quand ils ont démarré, certains il y a plus de cinquante ans comme la galerie Capazza, le château de Cheverny ou les jardins de Villandry, les conditions d'exercice étaient bien différentes et sans doute plus favorables à la réussite dans le temps. Au point que certains reconnaissent que le challenge serait simplement impensable aujourd'hui. *« Notre société se borde,* observe Laura Capazza, *banques, administration, assurances. Le grain de folie et le coup de cœur ne suffisent plus à séduire les partenaires »*. Dans l'exercice de la culture, pour le choix d'une projection, d'un artiste ou de la mise en avant d'un livre, il faut aussi choisir l'équilibre économique, donc orienter les programmations.

Cocorico Electro au château de la Ferté-Saint-Aubin. Une manifestation musicale qui se décline durant trois jours à la façon d'un festival électro.

Antoine Jarrige a ouvert il y a peu sa librairie à Vouvray. Le Tumulte, c'est son nom, compte plus de 6 000 références. *« Il faut savoir être éclectique quand on ouvre un commerce »*, dit-il.
Cette complémentarité, on la retrouve chez Capazza, avec 90 artistes permanents, peintres, sculpteurs, joailliers ou photographes. *« On aime la diversité des regards et la richesse des univers, mais il faut établir un équilibre »*, convient Laura Capazza.
Et puis, il y a les prises de risque, comme un joueur de poker tente un coup. Le galeriste prend part à des expositions de renom à Paris, en Belgique ou au Palais Jacques-Cœur de Bourges. Des investissements parfois très lourds, mais sur lesquels Capazza compte pour de vrais résultats. Cette démarche d'un galeriste de province est rare, voire unique en France.
Autre coup de maître, au château de La Ferté-Saint-Aubin, propriété de Lancelot Guyot : Cocorico Electro est arrivé comme un OVNI. La manifestation musicale se décline durant trois jours à la façon d'un festival électro. Le fond de scène est remplacé par le château, et les festivaliers s'en réjouissent. Pas de quoi refroidir les plus grandes signatures, à l'image de Bob Sinclar et quelques autres qui ont mixé devant près de 16 000 spectateurs !

Aller chercher le public

Rares sont les cinémas privés qui jouent en dehors des circuits classiques. Celui des Carmes à Orléans est de ceux-là, et vit de la passion de son exploitant Michel Ferry. La SARL emploie six ETP et comptabilise 180.000 entrées. *« C'est le ratio,* explique-t-il, *pour un équilibre correct ».* La billetterie compte pour 90% des revenus, auxquels s'ajoutent 8% de subventions du CNC (centre national du cinéma), de la Région, du Département et de la municipalité. Pas ou peu de confiserie, contrairement aux grandes salles pour lesquelles pop-corn et chocolats sont loin d'être négligeables dans le résultat, comme au temps des ouvreuses qui vous accueillaient avec leur panier garni !

À bien y regarder, l'industrie du cinéma nous refait le coup des années 20, quand elle se mit à la couleur et à la stéréo pour contrecarrer l'arrivée de la télévision dans les foyers. Bis repetita avec la crise sanitaire : *Disney+*, *Amazon Prime* et *Netflix* ont fait entrer les blockbusters dans nos foyers par la télévision, et du même coup empêché les salles de se remplir à la disparition du virus. Les cinémas accusent encore 30% de baisse de fréquentation, mais jusqu'à quand ?

Michel Ferry a fait le pari gagnant du cinéma d'art et d'essai, sans s'interdire Top Gun qui sert d'appât.

« Il faut plus que jamais aller chercher le public », explique Michel Ferry. Un public qui aime le cinéma d'art et d'essai, les soirées débats et les avant-premières. Les petites salles cultivent l'intimisme, l'ambiance et le partage d'opinions, quand les grands groupes que sont *Pathé, Gaumont, UGC* ou *CGR*, cultivent une politique expansionniste. Certains militent pour une augmentation du prix des places et la diminution du nombre de copie des films. Alors les petits diffuseurs s'en tiennent aux films que l'on ne voit pas ailleurs comme *« Plein soleil »* de René Clément, sans s'interdire *Top Gun* qui sert d'appât pour un public difficile à mobiliser.

Une chance pour le cinéma, les coûts fixes sont ajustables en fonction des fluctuations de la fréquentation, et le loyer des salles est indexé, non pas sur la surface d'exploitation, mais sur le chiffre d'affaires. Alors Michel Ferry fait ses comptes. Avec quatre salles et 500 places, il fait les ajustements nécessaires et réguliers. Un projecteur à 100 000 €, des fauteuils à changer, la sécurité à assurer ; des investissements qui s'amortissent sur dix ans pas moins.

Ses arguments marketing restent les mêmes : programmation, ambiance et tarification (en moyenne 12€). Des mots que le spectateur entendra de nouveau, *« quand son esprit sera libéré, qu'il n'y aura plus ni guerre ni pandémie*, espère Michel Ferry. *Vous savez, le film est le reflet de la société ».*

Focus

Prieuré d'Orsan dans le Cher, un petit joyau au cœur du Cher.

L'Association des parcs et jardins du Centre-Val de Loire regroupe 1 320 parcs et jardins, privés et publics à visiter. Son président Guillaume Henrion est catégorique : *« Nous sommes extrêmement enviés à l'étranger. Il faut se donner des axes pour que les visiteurs se retrouvent dans cet univers poétique qui vit de la passion de ceux qui les aiment ».*

Cluedo géant, les Hollandais en raffolent !

Le public est toujours curieux de vieilles pierres, mais il faut désormais l'y amener par des voies détournées. *« Attention toutefois à ne pas tomber dans le kitsch,* prévient Lancelot Guyot à La Ferté-St-Aubin. *Le public n'est pas dupe de ce qu'on peut lui apporter d'intelligent et de culturel ».* Ce qui est organisé lors des fêtes de Noël est assez révélateur de ce que les propriétaires savent proposer pour drainer un public large et multigénérationnel. La féerie fonctionne à tous les coups. Énigmes et théâtralisation du Père Noël sont l'occasion de résoudre des enquêtes, de parler de l'histoire du château et de traverser des pièces décorées et meublées comme autrefois. *« Une grande partie de ce public ne viendrait pas naturellement visiter un château,* admet Lancelot. *Les efforts pour édulcorer l'histoire font leurs effets ».*
Le modèle économique des châteaux tient désormais plus aux loisirs, aux escape games et aux Cluedo géants qui y sont organisés, qu'à l'attrait architectural des vieilles pierres.
Belges, anglais, hollandais et allemands s'y pressent, dans une région si riche de châteaux, et apprécient d'y être accueillis en famille, avec la possibilité de jouer avec les enfants, et même de s'asseoir sur les fauteuils ! *« La déambulation libre et la lecture des cartels ne fonctionnent plus.* Lancelot Guyot en est convaincu, *le succès ne serait pas au rendez-vous s'il n'y activait pas le ressort de la visite loisir ».*

C'est aussi avec des manifestations comme le Cocorico Electro, qui draine des milliers de festivaliers que le site historique marque des points précieux pour sa pérennité. *« C'est très important,* insiste Lancelot Guyot, *pour que La Ferté devienne le château local dans lequel on se rend avec les enfants, la famille et les amis de passage, une sorte de référence qualité ».* Grâce à cela, les toitures sont hors d'eau, mais les travaux ne seront jamais terminés. Les huisseries et les structures internes sont l'objet de reprises permanentes. Contrairement à ce qu'il se dit trop souvent, l'État n'est pas le financeur officiel des châteaux privés. Certains postes majeurs comme la taille de pierre ou les couvertures sont subventionnés jusqu'à hauteur de 40%. Il manque donc plus de la moitié du budget, et il faut des rentrées conséquentes. À La Ferté-Saint-Aubin, le budget annuel est de 600 000€, ce qui permet de faire les travaux indispensables, d'assurer la qualité de l'accueil et le renouvellement de l'offre. Les monuments ont souvent, il est vrai, des financements de l'Europe, de l'État, de la Région ou du département, pour l'investissement donc la rénovation, mais pas pour le fonctionnement qui lui est rarement à l'équilibre.

Lancelot Guyot .

Le Château de La Ferté-Saint-Aubin.

Moulinsart, victime de son succès

À Cheverny, l'affaire est un peu différente. Héritier d'un bien de famille de plus de six-cents ans, Charles-Antoine de Vibraye accepte l'idée d'être le dépositaire d'un bien qu'il lui revient d'embellir. Embellir est une chose, faire vivre en est une autre. Comme à La Ferté-Saint-Aubin, l'État abonde à hauteur de 30% pour les frais de restauration *« mais notre exploitation est vulnérable,* convient Charles-Antoine de Vibraye, *elle suppose d'avoir l'œil sur les comptes et d'user des bons ressorts d'exploitation ».* Au cœur de la vallée des châteaux de la Loire, patrimoine mondial de l'Unesco, le plus évident de ses atouts est celui de Moulinsart. C'est le nom qu'Hergé, créateur de Tintin, affuble au château du Capitaine Haddock, héritier du flamboyant marin au long cours François de Hadoque. Flamboyant, Charles-Antoine de Vibraye l'est tout autant. Il négocie avec l'État et les collectivités, et avec un autre gardien du temple, Nick Rodwell qui gère l'héritage de Tintin. *« Tintin est un ambassadeur de choix,* reconnaît C.-Antoine de Vibraye. *Son univers est une œuvre d'art ».* Au point d'ailleurs qu'une boutique exclusive et un musée lui sont dédiés.

La gestion de ce patrimoine culturel et intellectuel est une science. C.-Antoine de Vibraye et sa femme Constance en sont les gardiens. Les visites, les activités ludiques, la chasse à courre, et bien sûr l'image du petit reporter sont autant d'artifices efficaces. Toute fragile qu'elle soit, l'entreprise est prospère. Elle est une juxtaposition de sociétés civiles et commerciales. Et si le nom Cheverny appartient à la seule commune éponyme, *« château ou confitures de Cheverny »* sont déposés à l'INPI. Cinquante à soixante-dix salariés selon les saisons, accueillent les 450.000 visiteurs annuels ; Nestor en perdrait la tête ! *« Pour leur confort, nous devrons à terme veiller à ne pas dépasser ce seuil,* regrette C.-Antoine de Vibraye. *Une solution consisterait à augmenter les prix, mais nous ne voulons pas d'une culture élitiste, nous étudions donc un système de réservation en saison ».*

Charles-Antoine de Vibraye.

Alors que Chambord fut acheté par l'État en 1936 et Chaumont-sur-Loire par la Région Centre-Val de Loire en 2007, Cheverny, pour privé qu'il est, vit lui aussi comme un joyau, au cœur d'une rivière de diamants.

Le livre, commerce essentiel

En bas de la rue étroite et un peu raide qui mène à l'église du village, il était autrefois un magasin de chaussures. Il y a deux ans, alors que la culture livresque n'est pourtant pas à son apogée, Antoine Jarrige voit là l'occasion d'assouvir une passion de toujours. *« Je n'ai pas de diplômes universitaires et mon bagage culturel a bien des bosses et des trous »*. Qu'importe, c'est la passion qui l'anime lui aussi. Antoine choisit donc d'ouvrir sa librairie indépendante, profitant que la culture soit devenue *« commerce essentiel »* ! Ancien bouquiniste sur les marchés du Périgord, et huit ans chez Cultura à Bordeaux, il crée *« Le Tumulte »*, sur les terres de ses grands-parents. *« Imaginez, si les livres pouvaient parler »*, s'amuse-t-il, en reprenant les termes du philosophe Alain.
Sur les rayons de la petite librairie, de Frida Kahlo à Virginie Grimaldi, de Joël Dicker aux mangas, les éditeurs majeurs sont représentés, mais de plus modestes comme les éditions Gallmeister sont également bien présents. *« Lui a su m'aider à obtenir une subvention*, se souvient Antoine Jarrige. *Certains d'entre eux sont même devenus des amis »*. Le Tumulte compte plus de 6 000 références, car il faut savoir être éclectique quand on ouvre un commerce. *« Le plus difficile, ce sont les mille premiers »*, convient Antoine.
Il faut acheter et vendre, mais avec un fonds de roulement qu'il faut savoir gérer. Si le livre est vendu partout en France à prix unique depuis plus de quarante ans, la gestion reste un exercice d'équilibriste. Le libraire s'acquitte du transport aller/retour, les invendus servent d'avoir sur les commandes à venir, les nouveautés ne peuvent être retournées qu'à trois mois, mais les commandes sont payables à 60 jours ! *« Avec tout cela, il faut équilibrer la trésorerie »*. *« La culture au coin de la rue n'est pas simple*, convient Antoine Jarrige. *Les gens qui se sentent jugés à leur connaissance de la littérature et à leurs choix préfèrent aller incognito dans les grandes enseignes »*. Antoine, lui, se plait à partager ses goûts et échanger des avis sur les auteurs préférés de ses clients. *« Si j'avais été en ville, j'aurais certainement dû me spécialiser »*.

Antoine Jarrige a ouvert la librairie *« Le Tumulte »* à Vouvray (37).

Un peu d'effet de mode et des planètes alignées

Jordan Sarralie investit 6M€ à Orléans pour réhabiliter un immeuble ancien en théâtre.

Jordan Sarralie, fait à Orléans un pari un peu dingue, en choisissant de réhabiliter un immeuble ancien en théâtre. Il a acheté le pâté de maisons pour 3 millions d'euros et ajoute 3,5M€ d'aménagements. *« Il n'y a pas ou peu de subventions à la hauteur de ce que coûte un tel projet*, insiste Jordan. *Les banques ne vous font confiance qu'à hauteur de ce que vous avez déjà prouvé »*. Et là, son expérience parle pour lui ; propriétaire d'un théâtre à Paris (Le Mélo d'Amélie) et producteur de films et de quelques têtes d'affiche comme Samuel Le Bihan et François-Xavier Demaison, l'homme connaît bien les ressorts de la culture populaire. Il ouvrira donc en décembre 2023, une salle de 250 places, et une autre de 100 places qui servira d'école et d'espace de séminaires. À l'aube de l'ouverture de la fac de droit en centre-ville en 2024, Jordan Sarralie mise sur l'appétence naturelle des étudiants pour le rire, et sur la demande insistante de leurs aînés pour un théâtre intellectuellement accessible. *« La différence entre un théâtre privé et une scène publique*, explique-t-il, *c'est que la seconde peut produire un spectacle avec vingt artistes, sans soucis de rentabilité »*.
Jordan, lui, doit compter plus que jamais. Raison pour laquelle il a aussi fait appel à un club de chefs d'entreprises d'investisseurs qu'il fédère autour de ce projet, chacun à hauteur de 100 000€. La suite, c'est la programmation qui la dira. *« Il faut une conjonction de talents, un peu d'effet de mode et des planètes alignées »*, reconnaît Jordan. En effet, il aura suffi d'une poignée de *« paillettes »* pour propulser Inès Reg et d'un Molière pour booster la carrière de Barbara Schulz. *« À nous de faire confiance à ces artistes, et de leur proposer des lieux à leur mesure »*.

Deux projets régionaux lauréats du programme Patrimoine et Tourisme local

La Fondation du patrimoine et Airbnb viennent de communiquer les noms des deux nouveaux projets lauréats en région Centre-Val de Loire du programme Patrimoine et Tourisme local. Lancée en novembre dernier, cette opération soutient des sites d'intérêt patrimonial architectural, culturel ou historique ayant besoin d'être réhabilités.

Deux nouveaux sites patrimoniaux régionaux nécessitant une restauration, la porte d'Amont à Meung-sur-Loire, dans le Loiret, et la Seigneurie d'Alleray à Choué, dans le Loir-et-Cher, ont obtenu une dotation de la part du programme Patrimoine et Tourisme local. Lancé en novembre dernier par la Fondation du patrimoine, ce programme triennal - ayant bénéficié de la donation de 5,6 millions d'euros d'Airbnb - permettra de soutenir jusqu'à 200 projets de restauration d'édifices, privés et publics, situés dans les territoires ruraux de France métropolitaine.

La porte d'Amont de Meung-sur-Loire (Loiret), projet doté de 30 000 €

Si quelques vestiges des remparts de la ville apparaissent encore, la porte d'Amont, construite au XIIIe siècle, constitue le principal d'entre eux. Dominant la ville, elle représente un véritable trait d'union entre le centre historique bordé par la Loire et les quartiers les plus récents au Nord.
Le délabrement de la couverture et des murs rend urgente la restauration. Une situation causée en grande partie par des fuites provenant de la toiture et engendrant de nuisibles infiltrations d'eau. Des travaux de charpente, couverture, maçonnerie et menuiserie sont donc prévus.

Au-delà de la volonté de préserver son patrimoine bâti, la commune souhaite faire de ce monument un véritable marqueur de l'identité de la ville, entre tradition et modernité. Une fois restaurée, la municipalité souhaite faire de la porte d'Amont un lieu d'exposition et de visite touristique. *« Notre objectif : restaurer le témoin majeur des fortifications de la cité magdunoise et lui redonner son éclat, dans une perspective de plus grande valorisation patrimoniale et touristique du centre historique »*, expose Pauline Martin, maire de Meung sur Loire.

Les travaux devraient s'achever fin 2022.

La Seigneurie d'Alleray à Choué (Loir-et-Cher), projet doté de 20 000 €

La Seigneurie d'Alleray est un ensemble typique du Perche vendômois, construit sur les vestiges d'un ancien camp romain. Située au nord du Loir-et-Cher, cette seigneurie pourtant renommée jusqu'au XVIIIe siècle a été progressivement oubliée et abandonnée au profit du château de Saint-Agil.

Composé de cinq pavillons d'époques différentes, le logis offre une architecture harmonieuse avec ses toits pentus. *« Ce lieu emblématique du Perche, siège de nombreuses légendes, semble tout droit sorti d'un conte de Perrault »*, souligne Audrey de Lussac, la propriétaire. La surprenante tour d'escalier du XVIIe, en pans de bois recouverts de bardeaux de châtaignier, est probablement la seule encore debout en France. Alleray est un florilège des techniques architecturales et artisanales avec ses matériaux propres au bâti vernaculaire du Perche vendômois.

Si l'abandon confère au lieu une authenticité rare, le site est aujourd'hui très délabré. Des travaux sont donc indispensables : restauration des façades en bardeaux et des colombages affaissés ; enduit à la chaux ; fenêtres à meneaux ; reprise des toitures et des charpentes.

Estelle Cuiry

Focus

© Fondation du patrimoine

Les propriétaires souhaitant déposer un projet pour la prochaine session de sélection à l'automne ou obtenir plus de renseignements sont invités à se rapprocher de leur délégation régionale de la Fondation du patrimoine : fondation-patrimoine.org/contact.

Le canal d'Orléans, futur eldorado touristique du Loiret

Propriétaire du canal d'Orléans depuis novembre 2021, le Conseil départemental du Loiret engage d'importants investissements pour le réhabiliter et le transformer en axe touristique majeur.

S'acheter un canal, quelle drôle d'idée ! Elle trottait pourtant dans la tête des présidents du Conseil départemental du Loiret depuis de nombreuses années. « *On en parlait déjà du temps d'Eric Doligé (président de 1994 à 2015, Ndlr)* » s'exclame Marc Gaudet, l'actuel président du département. Creusé à la fin du 17ème siècle pour relier les canaux du Loing et de Briare à la Loire, le canal d'Orléans a été exploité pendant le 18ème siècle pour acheminer bois, charbon et vin. À l'époque, jusqu'à 2000 bateaux par an remontaient la Loire depuis Nantes pour rejoindre Paris. Mais les transports routiers et ferroviaires signeront l'arrêt de mort économique de la voie d'eau qui sera déclassée en 1954 et entrera dans le domaine privé de l'État. Un domaine de 700 hectares s'étirant le long des 78 km du canal avec ses 27 écluses, ses 23 maisons éclusières et ses 14 étangs d'alimentation. Un gouffre financier à entretenir et dont l'État s'est débarrassé de la gestion en la confiant au département du Loiret à partir de 1985.

Chasse d'eau en cas de crues

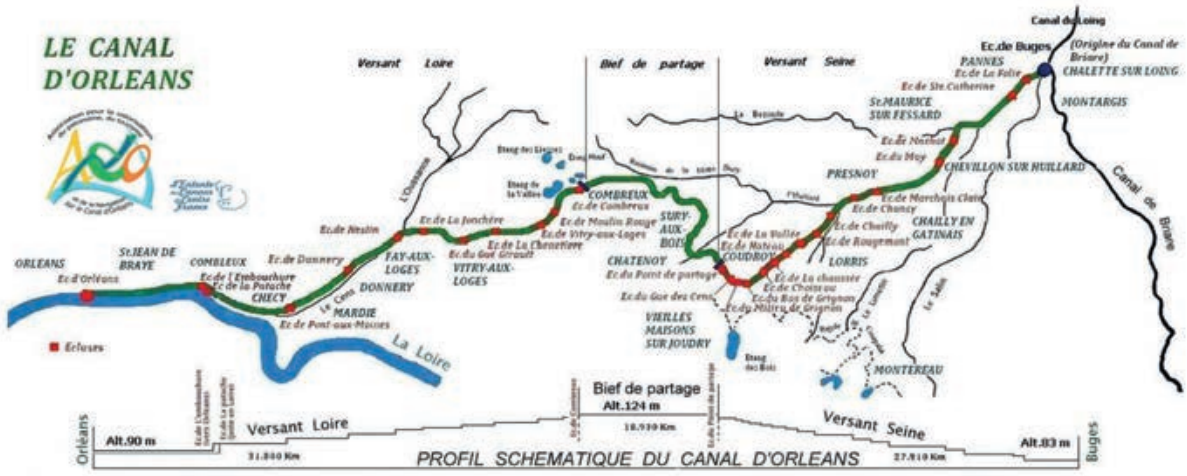
« *Tant qu'à en supporter la charge, autant en devenir propriétaires* », se disaient les patrons de l'instance départementale. Mais le prix annoncé s'avérait dissuasif. « *En 2004, l'État en voulait 6 millions d'€, puis 3 millions d'€ en 2010*, évoque Marc Gaudet. *Finalement, on a transigé à 500 000 € lors d'un passage à Orléans, en 2018, de Gérald Darmanin, alors ministre de Comptes publics.* » Il aura fallu encore deux années pour le balisage de 700 parcelles de l'emprise avant la signature de l'acte de vente en novembre 2021. Désormais propriétaire d'un bel endormi, le Conseil départemental entend bien le réveiller et l'exploiter en visant un double objectif. « *Le premier consiste à assurer la sécurité hydraulique en protégeant les populations riveraines*, explique Marc Gaudet. *Les inondations de 2016 nous ont alertés sur l'intérêt d'utiliser le canal d'Orléans comme une sorte de chasse d'eau en cas de crues.* » D'importants travaux de restauration des berges, de curage des déversoirs et de rénovation des ouvrages hydrauliques ont déjà été réalisés. D'autres sont en cours avec l'installation de clapets sur sept écluses et de capteurs de niveau d'eau permettant de mettre en place un système d'alerte aux crues pour ouvrir ou fermer les vannes simultanément.

Marc Gaudet, président du Conseil départemental du Loiret, indique le tracé du canal d'Orléans.

L'essor du tourisme « fluvestre »

« *L'autre objectif vise à développer un projet touristique majeur sur l'axe du canal d'Orléans* », poursuit Marc Gaudet. Il s'agit de bâtir une offre de tourisme « *fluvestre* », contraction de fluvial et terrestre, associant les circuits à vélo, les promenades en bateau et les animations de loisirs. Les travaux de création d'une voie cyclable le long du canal sont programmés jusqu'en 2025 avec l'installation d'une dizaine d'aires de services, le lancement d'appels à projets pour l'exploitation de quatre maisons éclusières, tandis que la société Seasonova a été retenue pour redynamiser les campings de l'étang des Bois et de l'étang de la Vallée. Au total, ce sont plus de 50 millions d'€ que le département du Loiret investit pour la renaissance du canal d'Orléans. Sachant que les retombées économiques de la Loire à vélo, dont le département a été à l'origine de l'idée, sont estimées à 30 000 € par kilomètre et que le circuit du « *Loiret au fil de l'eau* », associant les canaux d'Orléans, de Briare, du Loing et la Loire pourra totaliser 290 km, le retour sur investissement pourrait demander moins de six ans. Finalement, pas une si mauvaise affaire de s'offrir un canal !

Bruno Goupille



Un nouveau directeur pour la Scène nationale d'Orléans

S'il était une nomination attendue dans le monde culturel orléanais, c'était bien celle-ci. Le nom du nouveau directeur de la Scène nationale d'Orléans est enfin connu. Christophe Galent fera son entrée sur scène pour sa grande première le 1er septembre.

Le nom du nouveau directeur de la Scène nationale d'Orléans, poste vacant depuis la démission de François-Xavier Hauville en octobre 2021, est enfin connu ! Le jury de sélection, chargé de le désigner, a nommé, en avril dernier, après agrément de Roselyne Bachelot-Narquin, alors Ministre de la Culture, Christophe Galent au poste de directeur de la Scène nationale d'Orléans. « *Christophe Galent devient le troisième directeur de notre structure depuis la création du label Scène nationale en 1993 et succède ainsi à Claude Malric et François-Xavier Hauville qui a occupé la fonction de janvier 2008 à octobre 2021,* » indique-t-on à la Scène nationale.

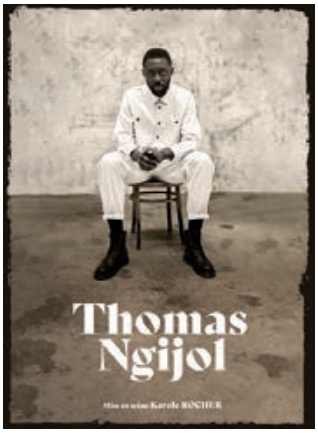
Christophe Galent n'est pas un inconnu dans le monde de la culture européenne. Actuellement directeur général des Halles de Schaerbeek, lieu incontournable dans le paysage culturel bruxellois, il a notamment occupé les postes de secrétaire général du Volcan - Scène nationale du Havre et du théâtre Le Passage à Fécamp. Il a également été chargé de mission sur le off du Festival d'Avignon. Homme de culture convaincu, il a (co-)édité plusieurs ouvrages collectifs : L'art en difficultés, avec Cassandre/Horchamps ; Produire la création, avec Cantarella, Comolli, Fisbasch, Françon, Jourdheuil, Lagarde, Milin, Mondzain, Tsaï, et co-dirigé Culture(s) : forces et défis du XXIe siècle. Il prendra ses fonctions début septembre : plus que quelques jours à patienter avant de pouvoir le rencontrer et de découvrir le projet artistique et culturel qu'il a imaginé pour le théâtre d'Orléans !

La saison 2022-2023, qui sera présentée en détails mardi 20 septembre au théâtre d'Orléans et qui peut déjà être consultée sur scenenationaledorleans.fr, a été préparée par l'équipe supervisée par Renaud Deback, qui a assuré l'intérim pendant dix mois.

Estelle Cuiry

Les Fleuryssois sans filtre

Le 8 juin dernier, la salle de spectacle de La Passerelle à Fleury-les-Aubrais (45) a présenté sa prochaine saison culturelle 2022-2023. Le thème ? « Sans filtre ». De quoi officialiser la fin de l'obligation du port du masque dans les lieux culturels et mettre cette nouvelle année sous le signe de la vérité, de l'intime et des émotions.



Fleuryssois et habitants de la région, habitués et nouveaux venus, La Passerelle entend nouer ou renouer des liens avec le public. Cette salle de spectacle reste « un repère fort, un point d'ancrage de la culture et un lieu de programmation du spectacle vivant à Fleury-les-Aubrais, explique Carole Canette, maire de la commune. Cette nouvelle saison sera pleine d'effervescence et de diversité. » Contes, musiques, danses, théâtre, magie et spectacles de marionnettes seront notamment au programme.
La principale nouveauté est que cette saison démarrera le samedi 24 septembre par un set électro, avec notamment la DJ Romane Santarelli. Le vendredi 2 et le samedi 3 décembre, le Festival des Bouts du Monde, organisé par l'association Aventure du Bout du Monde (ABM Orléans), sera l'occasion de présenter plusieurs films à La Passerelle. Le public pourra également retrouver trois têtes d'affiche cette année : l'humoriste Thomas N'Gijol le jeudi 10 novembre, la chanteuse sénégalaise Awa Ly le vendredi 9 décembre, et l'humoriste Élodie Poux le vendredi 6 janvier. Disponible sur place ou bien en ligne sur le site internet de La Fnac, la billetterie propose des tarifs identiques à l'année 2021-2022 compris entre 3 et 28€ ainsi qu'une formule d'abonnement à 16€ permettant d'obtenir des avantages et un tarif spécial pendant toute la saison culturelle.

Maxence Yvernault

CO'Met : première, action !

CO'Met, c'est parti ! Après trois années de travaux, le complexe tout-en-un pensé par Orléans Métropole accueille son premier événement, le salon Habitat Meubles et Déco, du 30 septembre au 3 octobre !

Rendez-vous incontournable de la rentrée, le salon Habitat d'Orléans Meubles et Déco revient cette année dans un nouveau lieu : le parc des expositions de CO'Met ! En effet, après trois années de travaux, le nouvel équipement multifonctions d'Orléans Métropole est enfin opérationnel ! Le salon Habitat d'Orléans Meubles et Déco sera le premier événement qui y sera accueilli.

Le rendez-vous pour construire, rénover ou décorer son chez soi

Les visiteurs pourront se renseigner et faire leurs achats auprès des quelque 200 exposants des secteurs de l'aménagement de la maison, des fermetures, portails et clôtures, de la construction, de l'immobilier, des énergies, de la rénovation et du financement. Une partie du salon sera dédiée à l'aménagement et la décoration intérieure, avec toujours un grand choix de cuisinistes qui étudieront les projets sur place. Des spécialistes de l'aménagement et de la décoration du jardin seront également présents.

Co'Met, des univers modulables

Le lieu est prestigieux et porteur d'ambitions pour Orléans Métropole. Il réunit sur un seul site des structures performantes et innovantes permettant d'envisager l'accueil d'événements d'envergure. CO'Met comprend ainsi une salle sportive de 10 000 places, permettant de recevoir des événements sportifs et des compétitions d'envergure nationale et internationale, un palais des congrès pouvant accueillir jusqu'à 2 000 personnes, pour le développement du tourisme d'affaires, et un parc des expositions extensible jusqu'à 33 000 m². CO'Met est conçue de manière à disposer d'une flexibilité singulière, s'adaptant aux besoins de tous les événements quelle que soit leur dimension.

Estelle Cuiry

Chiffres clés du salon Habitat Meubles et Déco Orléans

© Orléans Métropole

- 14 000 m² d'exposition couverte ;
- Plus de 200 exposants ;
- 12 grands secteurs d'activités ;
- 4 jours de manifestation du 30 septembre au 3 octobre 2022.

La Route des Marchandises : quand la Loire s'invite à Paris

Du 23 septembre au 9 octobre prochain, six bateaux traditionnels vont recréer l'historique Route des Marchandises reliant Orléans et Paris, passant notamment sur la Loire, les canaux de Briare et du Loing, et la Seine. L'occasion de mettre en avant la Marine de Loire, le terroir et l'artisanat de la région Centre-Val de Loire.

Grâce à l'initiative d'Hervé Valiani, pendant deux semaines et trois week-ends, la nouvelle Route des Marchandises entend *« valoriser le patrimoine ligérien, promouvoir les mariniers de la région et remettre en place un système de transport de marchandises sur bateaux »* explique Clément Rago, responsable de ce projet dans le cadre de son stage de fin d'études.

Mettre la Loire en Seine

Dans le Loiret, plusieurs communes seront traversées par la nouvelle Route des Marchandises : Combleux, Jargeau, Saint-Denis-de-L'Hôtel, Châteauneuf-sur-Loire, Saint-Benoit-sur-Loire, Gien et Montargis. L'évènement sillonnera également les départements de l'Yonne, de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, avant d'atteindre la capitale.
La semaine étant davantage réservée à la navigation, l'évènement sera plus animé le week-end. Chaque samedi, un marché C du Centre proposera à la vente des produits de la région. Une trentaine de producteurs et artisans y seront représentés. Parmi ces produits, on retrouvera notamment les bières de La Pucelle d'Orléans, les Cafés Jeanne d'Arc, les vinaigres Martin Pouret, les chocolats Cordier, les vins de Loire, l'épicerie Terre Exotique et les poteries Gabarre Toute. Avec un budget total de 200 000€, l'évènement est soutenu par des partenaires publics tels que la Région Centre-Val de Loire, le département du Loiret et la Métropole d'Orléans. Dans chaque ville étape, les mariniers déchargeront les marchandises de manière traditionnelle et directement depuis les bateaux. Ils pourront ensuite faire visiter les bateaux et présenter la navigation à la population locale. Ils proposeront également des chants et des concerts folkloriques. Enfin, les marchandises seront de nouveau chargées sur les bateaux avant le départ du convoi pour la prochaine ville étape. 2022 marquant la première édition de la nouvelle Route des Marchandises, les organisateurs souhaitent à l'avenir organiser cet évènement tous les ans ou tous les deux ans, l'objectif étant de faire rayonner la région Centre-Val de Loire jusqu'à Paris et attirer les habitants d'Ile-de-France dans la région.

> *« La Route des Marchandises permet de marcher dans les pas de nos ancêtres »*
>
> Jean-Marc Benoit, dit Bibi

De gauche à droite : Jean-Marc Benoit et Franck Drilholle, deux mariniers qui participeront à La Route des Marchandises, et Clément Rago, responsable du projet.

D'Orléans à Varsovie

Avec six bateaux et deux à trois mariniers par bateau, une quinzaine de personnes sont engagées dans ce projet. Parmi eux, Jean-Marc Benoit, surnommé Bibi, manœuvrera, avec Franck Drilholle, le bateau appelé Martin-Pêcheur. Charpentier de la marine, Bibi participe régulièrement à des évènements organisés sur la Loire. Ayant déjà relié la Loire et Varsovie, en Pologne, celui qui se définit comme *« un addict de la Loire »* aime relever des défis. *« La Marine de Loire est relativement vieillissante,* explique-t-il. *Pour la rajeunir, il faut partager nos connaissances et transmettre le geste aux plus jeunes. Être marinier fait travailler la cohésion et La Route des Marchandises permet de marcher dans les pas de nos ancêtres. »*

Maxence Yvernault

Le vrac s'implante (aussi) dans les petites villes

Tendance au départ très citadine, le vrac est présent dans les centres-villes de Tours, Blois et Orléans qui comptent aujourd'hui plusieurs épiceries spécialisées. Mais certains commerçants ont choisi d'installer leur boutique dans de plus petites villes pour proposer ce nouveau mode de consommation aux habitants du coin.

Céréales, riz, pâtes, café, fruits secs, farine, huile, vinaigre, chocolat, mais aussi cosmétiques et produits ménagers : et si, demain, tout le monde pouvait acheter ces produits en vrac ? C'est déjà possible, par exemple, à l'épicerie L'Echo du Vrac, à Saint-Aignan (41). Issue du secteur social, Corinne Pons a ouvert ce commerce en novembre 2020. *« J'allais à Montrichard ou à Blois pour faire mes courses et acheter du vrac,* explique-t-elle. *Il y avait un besoin, mais pas d'offre à Saint-Aignan. Je voulais aussi être plus en cohérence avec mes pratiques personnelles et écologiques ».* Avant de s'installer à son compte, la commerçante connaissait déjà quelques producteurs locaux qui l'approvisionnent aujourd'hui. Elle se fournit auprès d'agriculteurs du Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire et d'Indre. *« Je suis allée voir tous ces producteurs et je porte une attention particulière à ce qu'ils respectent l'environnement ».* En boutique, le vrac permet de se rapprocher au maximum d'une pratique zéro déchet. *« Les habitués viennent avec leurs propres emballages, mais le client peut aussi acheter un sac à vrac réutilisable ou utiliser des bocaux seconde main ».*

Développer le vrac dans les zones rurales

Le vrac, Maureen Pawula a fait également ce choix en ouvrant en septembre 2021 son épicerie Tour'N Vrac, à Descartes (37). Entre mai 2020 et septembre 2021, la jeune femme effectuait déjà de la vente ambulante de vrac sur les marchés. En trouvant un local dans la petite ville de plus de 3 000 habitants, la commerçante entendait s'installer définitivement et développer une manière de consommer autrement, dans une zone rurale. 95% des produits qu'elle propose à la vente sont bio.

La question de l'hygiène reste une idée reçue sur le vrac qui persiste encore aujourd'hui chez certains consommateurs. À L'Echo du Vrac et Tour'N Vrac, les silos sont nettoyés et désinfectés à chaque fin de lot et les lots ne sont pas mélangés entre eux. L'autre difficulté avec le vrac réside dans le fait que les produits ne doivent pas rester trop longtemps dans les silos car ils pourraient ainsi perdre en qualité. *« Tout cela représente beaucoup de travail en amont »* indique Maureen Pawula.

Si, sur le papier, il a tout pour plaire, le marché du vrac connaît malgré tout certaines limites et peine encore aujourd'hui à attirer de nouveaux clients. *« Mes clients sont plutôt des habitués,* explique Corinne Pons. *Souvent, ils cherchent un produit bien spécifique ou achètent la base ici et complètent ailleurs, dans les hypermarchés par exemple ».* Maureen Pawula observe la même tendance : *« Il y a beaucoup d'épiceries qui ferment. Il y a eu un engouement pendant le premier confinement et ça a très bien marché jusqu'en décembre 2021. Les gens faisaient à manger. Aujourd'hui, ils retournent plus au restaurant et au supermarché. Certains m'ont dit qu'ils ne viendraient plus car le bio reste plus cher que le conventionnel. Les gens ont perdu en pouvoir d'achat et dépensent moins ».*

Maxence Yvernault

L'épicerie Tour'N Vrac.

Vrac et grandes surfaces

Le rayon vrac du E.Leclerc de Tavers (45).

Le vrac est présent depuis plusieurs années dans les hypermarchés. C'est le cas notamment au E.Leclerc de Tavers (45) qui a installé son rayon vrac il y a près de six ans. *« Le vrac était une tendance parisienne,* explique Cassandre Joly, responsable communication. *Mais, nous avons rapidement compris que c'était quelque chose qui intéressait nos clients ».* Aujourd'hui, l'hypermarché propose une cinquantaine de références en vrac de la marque distributeur E.Leclerc et bio. Le client peut venir avec son récipient personnel et l'hypermarché fournit également des emballages si besoin. Parmi les produits qui marchent le mieux, on retrouve les pignons de pain et la gamme apéritive (noix de cajou, pistaches, …). *« Pour le client, le vrac est plus intéressant car, pour un produit équivalent en bio, le prix est moins cher en vrac par rapport au produit emballé »* poursuit Cassandre Joly.

Corinne Pons, propriétaire de L'Echo du Vrac.

Culture et Loisirs en Centre-Val de Loire

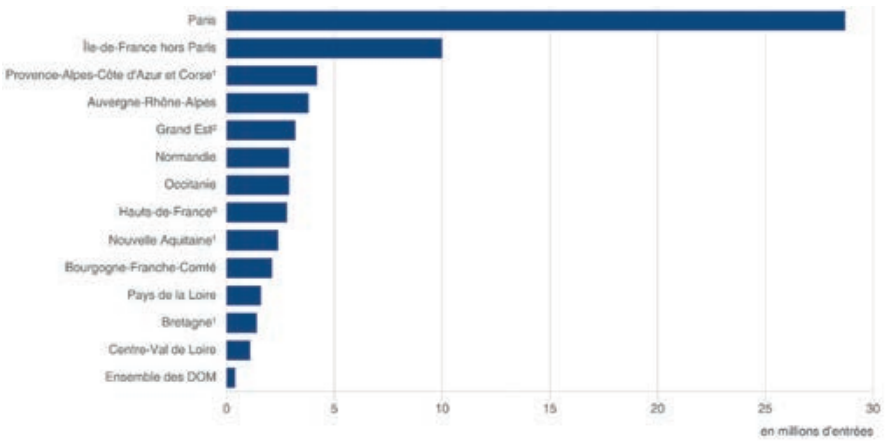
En chiffres

69%
C'est le taux de pratique sportive en 2020 dans la région Centre-Val de Loire, taux le plus haut en France Métropolitaine à égalité avec la Bretagne. Les régions les « moins sportives » de France sont les Hauts-de-France et le Grand Est avec un taux de pratique sportive de 57%.

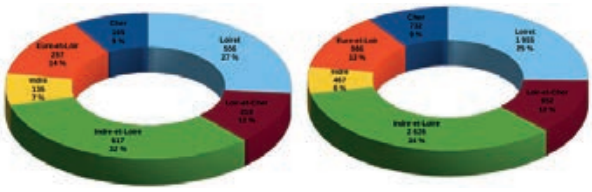
7 718
C'est l'effectif total des personnes employées dans le secteur culturel en Centre-Val de Loire (regroupant les Arts Visuels, l'Audiovisuel, le Livre, le Patrimoine, la presse et le Spectacle).

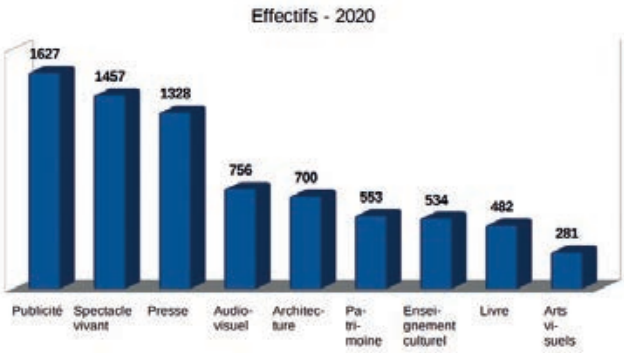
1899
C'est le nombre d'établissements du secteur culturel en Centre-Val de Loire (regroupant les Arts Visuels, l'Audiovisuel, le Livre, le Patrimoine, la presse et le Spectacle).

Fréquentation muséale en 2019



Les départements d'Indre-et-Loire et du Loiret totalisent 59 % des établissements et 60 % des effectifs du secteur culturel de la Région Centre-Val de Loire





En 2019, le spectacle vivant était le secteur comptant le plus grand nombre d'établissements et d'effectifs. En 2020, s'il reste en tête en nombre d'établissements, il accuse une baisse importante en terme d'effectifs (-20,69 % au niveau régional) et est devancé par la publicité qui devient le principal employeur du secteur culturel devant le spectacle vivant et la presse.

Pour résumer

La culture et le patrimoine : deux atouts majeurs de la région

Berceau du Royaume de France, le Centre-Val de Loire s'est couvert au fil des siècles de châteaux parmi les plus prestigieux de France : Chambord, le château de François 1er, Chenonceau et ses arches sur le Cher, Cheverny (...), Villandry et ses jardins remarquables ou le Clos Lucé, dernière demeure de Léonard de Vinci…

En 2000, le Val de Loire a rejoint les cathédrales de Bourges et de Chartres et la collégiale de Neuvy-Saint-Sépulchre (située sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle) dans la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le Val de Loire est le plus vaste site de France jamais inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Ce riche patrimoine historique est complété par trois parcs naturels régionaux : la Brenne, Loire-Anjou-Touraine et le Perche et d'importants espaces forestiers parmi lesquels la Forêt d'Orléans, plus grande forêt domaniale de France et la Sologne. Ce patrimoine naturel et paysager offre de nombreux itinéraires de grande randonnée et un itinéraire cyclo-touristique « La Loire à Vélo » de 800 km de long.

Données et analyses : Insee /DRAC Centre-Val de Loire

PUBLI-RÉDACTIONNEL

Harmonie Mutuelle, plus que jamais aux côtés des entreprises

Aujourd'hui plus que jamais, avec les impacts de la crise sanitaire, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les nouvelles fragilités dans les territoires et dans les parcours de travail et de vie. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle s'engage toujours plus fortement à leurs côtés, pour agir ensemble dans l'intérêt collectif et les accompagner dans la protection et le développement de leur potentiel humain.

« L'énergie des collaborateurs est sans aucun doute un levier de performance sociale et économique. Les dirigeants d'entreprise ont besoin de collègues engagés, au meilleur de leur forme. Or, cela ne s'impose pas, cela se provoque, se construit et s'entretient. Les bénéfices d'une démarche basée sur le potentiel humain et la QVT sont nombreux : motiver, fidéliser… Harmonie Mutuelle, acteur historique majeur de la région, accompagne les entreprises, clientes ou non, et leurs salariés dans leurs différents moments de vie. »
Thomas Coutanceau,
Directeur Région Centre-Val de Loire,
Harmonie Mutuelle.

PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent en sécurité et protégés est une première étape fondamentale vers leur bien-être. La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet aux salariés et à leur famille de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (prévention santé, assistance…). L'entreprise peut également mettre en place des solutions de prévoyance en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'épargne-retraite constitue pour l'entreprise un outil efficace de motivation et de fidélisation de ses salariés, tout en offrant de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement. Cela génère des tensions, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Entrepreneur du mieux vivre, résolument engagé pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion du capital santé. Elle a notamment déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant intègre un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique.

CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Harmonie Mutuelle est devenue Entreprise Mutualiste à Mission le 6 juillet 2021. Sa raison d'être – « Agir sur les facteurs sociaux, environnementaux et économiques qui améliorent la santé des personnes autant que celle de la société en mobilisant la force des collectifs » – couvre de nombreux domaines d'intervention liés aux entreprises, comme le milieu ou les conditions de travail. Elle met ainsi en place sur tous ses territoires des Lab' Entreprises pour permettre aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs de témoigner et d'échanger avec leurs pairs et des experts des solutions innovantes, solidaires et collectives. Harmonie Mutuelle est également engagée dans des fonds de soutien aux entreprises, à l'image du Fonds « Harmonie Mutuelle Emplois France », créé en 2020 pour accompagner durablement les entreprises cotées ou non (TPE, PME et ETI) dans la création et la sauvegarde des emplois.

Harmonie mutuelle
GROUPE VYV
AVANÇONS collectif

MUTUALITÉ FRANÇAISE MEMBRE DE LA
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité,
n° SIREN 538 518 473, n° LEI 969500JLU5ZH89G4TD57. Crédit photo : Getty Images.

collecteam

VOUS ÉCOUTER, VOUS GUIDER
VOUS PROTÉGER

En savoir plus

PRÉVOYANCE, FRAIS DE SANTÉ :

ET SI VOUS VOUS ADRESSIEZ À UN EXPERT ?

Collecteam,
spécialiste en protection sociale complémentaire depuis plus de **20 ans**

7 500
clients en France

96 %
de nos clients nous recommandent

350
personnes à votre service

ORLÉANS

Votre courtier gestionnaire proche de vous

02 36 56 00 00

www.collecteam.fr

Collecteam - 13 rue Croquechâtaigne - BP 30064 - 45380 La Chapelle Saint Mesmin. Société de courtage en assurances placée sous contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. SA au capital de 7 005 000€ - RCS Orléans 422 092 817 N°ORIAS 07 005 898 - www.orias.fr. Crédit photo : Adobe Stock